

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 266

9 février 2011

SOMMAIRE

Auto 2 S.A.	12752	New Lead LB Holding S.A.	12736
Cordatus Recovery Partners II Investment S. à r.l.	12765	NM Fenster S.A.	12735
Cordatus Recovery Partners II S. à r.l. ...	12768	Nomeco SPF S.A.	12736
E.T.G. Holding S.A.	12767	Nouvelle Société du Rapide des Ardennes Sàrl	12737
G-Six-G SAH	12766	Novalis Real Estate Holding	12724
G-Six-G, SA SPF	12766	Novellex S.A.	12737
Hotel Investors I, Inc.	12725	Oberweis Cloche d'Or S.à r.l.	12738
Lymar International Holding S.A.	12722	Oberweis S.A.	12752
Lymar International S.A.	12722	Ocean Beach Investment S.A.	12736
Madas Finance S.A.	12723	Ocean Sky S.A.	12765
MagnoliaBird Invest SA	12722	Ocean Sky S.A.	12765
Mara Invest S.A.	12723	Optimal Security S.à r.l.	12738
Maritime Construction Services S.A.	12722	Optique HOSS S.à.r.l.	12737
Marriott ECP GP S.à.r.l.	12722	Orlide S.A.	12765
Marriott ECP LP II S.à.r.l.	12723	Pajo Holdings S.A.	12725
Marriott ECP LP I S.à.r.l.	12722	Paolett Holding S.A.	12767
Marriott International Treasury S.C.A., so- ciété en commandite par actions	12723	Parkett Dier G.m.b.H.	12767
Mashta S.A.	12723	Parkett Dier G.m.b.H.	12767
MB Fenster + Türen Sàrl	12723	Partners Group Global Infrastructure 2009 S.C.A., SICAR	12765
MBW Invest S.A.	12724	Patron Hansa S.à r.l.	12766
Metatrone Development S.A.	12724	Patron Phoenix Investments S.à.r.l.	12766
Meyers S.A.	12724	Pats S.A.	12768
Meyers S.A.	12724	Primafina S.A.	12766
MGT Membranen und Gummitechnik S.à r.l.	12725	Puno S.A.	12768
Mobility Media Agency S.à r.l.	12735	Quadrige S.A.	12768
Morrel Investments S.A.	12736	RCP (Lux) Holdings S.à r.l.	12766
M & S Mode Luxembourg S.à r.l.	12722	REGIS-TR	12738
Naedo S.à r.l.	12736	Romy & Guy S.à r.l.	12767
Naya Luxco S.à r.l.	12736	R&R Ice Cream S.à r.l.	12768
Newell Corp S.à.r.l.	12737	W2007 Parallel Lalka S.à r.l.	12735

**Lymar International S.A., Société Anonyme Soparfi,
(anc. Lymar International Holding S.A.).**

Siège social: L-1461 Luxembourg, 27, rue d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 59.483.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 60551 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003258/11.

(110002811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

M & S Mode Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 51, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 19.380.

Les comptes annuels au 31 janvier 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011003260/10.

(110003027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

MagnoliaBird Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 79.400.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003262/9.

(110003261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Maritime Construction Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 141.466.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2011.

Référence de publication: 2011003265/10.

(110002886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Marriott ECP GP S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.
R.C.S. Luxembourg B 110.104.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003266/9.

(110002465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Marriott ECP LP I S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.
R.C.S. Luxembourg B 110.105.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003267/9.

(110002466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Marriott ECP LP II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 110.106.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003268/9.

(110002467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Madas Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 122.728.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003273/9.

(110003253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Mara Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 79.190.

Les comptes annuels au 27 octobre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003277/9.

(110002506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Marriott International Treasury S.C.A., société en commandite par actions, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 110.200.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003280/10.

(110002464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Mashta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 71.858.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003281/9.

(110003255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

MB Fenster + Türen Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7243 Bereldange, 33, rue du Dix Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 108.557.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011003283/14.

(110002492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

MBW Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 119.264.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011003285/10.

(110002931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Novalis Real Estate Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-5532 Remich, 6, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 108.188.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 5 janvier 2011.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2011003315/11.

(110002746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Metatrone Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 89.174.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003287/9.

(110003259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Meyers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1259 Senningerberg, 2, Breedewues.

R.C.S. Luxembourg B 43.564.

Les comptes annuels consolidés révisés au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003288/10.

(110002536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Meyers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1259 Senningerberg, 2, Breedewues.

R.C.S. Luxembourg B 43.564.

Les comptes annuels consolidés révisés au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003289/10.

(110002537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

MGT Membranen und Gummitechnik S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6187 Gonderange, Zone Artisanale Gehaansraich.

R.C.S. Luxembourg B 102.973.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011003290/14.

(110002493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Pajo Holdings S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 64.466.

Les comptes de liquidation au 24 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011003332/11.

(110002641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Hotel Investors I, Inc., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 17.500,00.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 157.496.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the ninth day of December,

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

HI Holdings Cyprus Limited, a company limited by shares, duly incorporated under the laws of Cyprus, having its registered office at 4, Riga Feraïou, OMEGA COURT, 1st Floor, 3095 Limassol, Cyprus, duly registered with the Registrar of Companies of Cyprus under number 158701;

here represented by Régis Galiotto, notary clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialed ne varietur shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

HI Holdings Cyprus Limited requested the notary to enact the following:

1. that Hotel Investors I, Inc. is an Exempted company with limited liability duly incorporated and validly existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 89 Nexus Way, 2nd Floor Camana Bay, Grand Cayman, KY1-1205, Cayman Islands, B.W.I. and registered with the Cayman Islands Registry of Companies under number CC-106239 (the "Company"),

2. that HI Holdings Cyprus Limited holds 100% of the voting rights in the Company;

3. that it results from the interim balance sheet of the Company, that, as of October 31, 2010, the net assets of the Company correspond at least to the value of the share capital of the Company and that the net assets value of the Company is of an amount of USD 349,087,455 (three hundred forty-nine million eighty-seven thousand four hundred and fifty-five US Dollars) and that since the date of the balance sheet and as at December 9, 2010 no material change in the business of the Company and the Company's affairs has occurred which would imply that the interim balance sheet as per October 31, 2010 has become materially incorrect and does not give a true and fair view of the Company's situation at the date hereof. A copy of such closing balance sheet, after having been signed ne varietur by the proxy-holder of the

appearing party and the notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities;

4. that the whole share capital of the Company is represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which HI Holdings Cyprus Limited has been duly informed; and

5. that the Company, prior to the date of the present deed:

- established:

- a first finance branch office in Opfikon, Switzerland, under the name of Hotel I Investors I, Inc., Opfikon Finance Branch, with address at Balz-Zimmermannstrasse 7, 8152 Opfikon, Switzerland; and

- a second finance branch office in Schaffhausen, Switzerland, under the name of Hotel I Investors I, Inc., Schaffhausen Branch, with address at Schutzengraben 20, 8200 Schaffhausen, Switzerland;

(the "Swiss Branches");

- took all the necessary steps in order that the Swiss Branches commence their business activities; and

- allocated to the Swiss Branches certain assets of the Company.

HI Holdings Cyprus Limited through its proxy holder requested the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Approval of the migration of the Company from the Cayman Islands to the Grand-Duchy of Luxembourg;

2. Approval of the legal form of the Company as a Luxembourg "société à responsabilité limitée";

3. Confirmation of the description and consistency of the assets and liabilities of the Company and of the paid up issued share capital of the Company;

4. Amendment of the articles of association of the Company in their entirety in order to comply with the legal form of a Luxembourg "société à responsabilité limitée";

5. Appointment of the managers of the Company; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by HI Holdings Cyprus Limited, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is resolved to confirm the transfer of both (i) the registered office and (ii) the seat of the central administration of the Company from 89 Nexus Way, 2nd Floor Camana Bay, Grand Cayman, KY1-1205, Cayman Islands, B.V.I. to the Grand-Duchy of Luxembourg to 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, as per the present notarial deed (the "Migration").

It is noted that, although the Company will cease to exist in the Cayman Islands as of the date of execution of the present deed, the Migration does not result in the windingup or liquidation of the Company and, in such regard, the existence and legal personality of the Company, upon effectiveness of the Migration, will continue after the Migration.

Second resolution

It is resolved that the Company adopts the legal form of a Luxembourg "société à responsabilité limitée" (private limited liability company).

HI Holdings Cyprus Limited states that, although the Company has been incorporated in the Cayman Islands, as a consequence of the Migration, the Company now has both the seat of its central administration and its registered seat in the Grand-Duchy of Luxembourg and acknowledges that pursuant to article 159 of the Luxembourg law of 10th August, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time, the Company is governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg.

Third resolution

HI Holdings Cyprus Limited records that the description and consistency of the assets and liabilities as well as the net assets value of the Company result from the closing balance sheet established on October 31, 2010.

HI Holdings Cyprus Limited approves the closing balance sheet which has been produced to the notary.

HI Holdings Cyprus Limited states that all the assets and liabilities of the Company, without limitation, remain the ownership in their entirety of the Company which continues to own all the assets and continues to be obliged by all the liabilities and commitments.

It is resolved that, the amount of the net assets value of the Company of USD 349,087,455 (three hundred forty-nine million eighty-seven thousand four hundred and fifty-five US Dollars) be allocated as follows:

- up to an amount of USD 17,500 (seventeen thousand five hundred US Dollars) to the nominal share capital account of the Company, represented by 17,500 (seventeen thousand five hundred) shares with a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each, each fully-paid-up; and

- up to an amount of USD 349,069,955 (three hundred forty-nine million sixty-nine thousand nine hundred and fifty-five US Dollars) to a distributable item of the balance sheet as global share premium.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, it is resolved to amend the articles of association of the Company (the "Articles") in order to adopt those of a Luxembourg "société à responsabilité limitée"; the Articles shall now read as follows:

Title I - Form - Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Form. There is hereby formed a société à responsabilité limitée (private limited liability company) governed by Luxembourg law as well as by the present Articles (the "Company").

Art. 2. Name. The Company's name is Hotel Investors I, Inc.

Art. 3. Purpose. The Company's purpose is to invest, acquire and take participations and interests, in any form whatsoever, in any kind of Luxembourg or foreign companies or entities and to acquire through participations, contributions, purchases, options or in any other way any securities, rights, interests, patents and licenses or other property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, encumber, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit.

The Company may also enter into any financial, commercial or other transactions and grant to any company or entity that forms part of the same group of companies as the Company or is affiliated in any way with the Company, including companies or entities in which the Company has a direct or indirect financial or other kind of interest, any assistance, loan, advance or grant in favor of third parties any security or guarantee to secure the obligations of the same, as well as borrow and raise money in any manner and secure by any means the repayment of any money borrowed.

Finally the Company may take any action and perform any operation which is, directly or indirectly, related to its purpose in order to facilitate the accomplishment of such purpose.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the city of Luxembourg by means of a resolution of the sole manager, or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers in accordance with these Articles or to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

The Company may have branches and offices, both in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad.

Title II - Capital - Shares

Art. 6. Capital. The Company's share capital is set at USD 17,500 (seventeen thousand five hundred US Dollars) divided into 17,500 (seventeen thousand five hundred) shares with a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each, fully paid-up.

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

Art. 7. Voting Rights. Each share is entitled to an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to such shareholder's ownership of shares.

Art. 8. Indivisibility of shares. Towards the Company, the shares are indivisible and the Company will recognize only one owner per share.

Art. 9. Transfer of shares. The shares are freely transferable among shareholders of the Company or where the Company has a sole shareholder.

Transfers of shares to non shareholders are subject to the prior approval of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital of the Company given in a general meeting.

Shares shall be transferred by instrument in writing in accordance with the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the "Law").

Art. 10. Redemption of shares. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a decrease of the Company's share capital.

Title III - Management

Art. 11. Appointment of the managers. The Company may be managed by one manager or several managers. Where more than one manager is appointed, the Company shall be managed by a board of managers.

No manager needs be a shareholder of the Company. The manager(s) shall be appointed by resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders by a resolution of the shareholders representing more than fifty percent

(50%) of the share capital of the Company, as the case may be. The remuneration, if any, of the manager(s) shall be determined in the same manner.

A manager may be removed, with or without cause at any time and replaced by resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, as the case may be.

Art. 12. Powers of the managers. All powers not expressly reserved by the Law or by these Articles to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general meeting of shareholders, fall within the competence of the sole manager or the board of managers, as the case may be.

The Company shall be bound by the signature of its sole manager, or in case of plurality of managers, by the sole signature of any manager.

The sole manager or the board of managers, as the case may be, may delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company. The sole manager or the board of managers will determine the powers and remuneration (if any) of the agent, and the duration of its representation as well as any other relevant condition.

Art. 13. Board of managers. Where the Company is managed by a board of managers, the board may choose among its members a chairman. It may also choose a secretary who need not be a manager or shareholder of the Company and who shall be responsible for keeping the minutes of the board meetings.

The board of managers shall meet when convened by any one manager. Notice stating the business to be discussed, the time and the place, shall be given to all managers at least 24 hours in advance of the time set for such meeting, except when waived by the consent of each manager, or where all the managers are present or represented.

Meetings of the board of managers shall be held within the Grand-Duchy of Luxembourg.

Any manager may act at any meeting by appointing in writing or by any other suitable telecommunication means another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

Any and all managers may participate to a meeting by conference call, videoconference, or any suitable telecommunication means, initiated from the Grand-Duchy of Luxembourg and allowing all managers participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation is deemed equivalent to a participation in person.

A meeting of managers is duly constituted for all purposes if at the commencement of the meeting there are present in person or by alternate not less than one-half of the total number of managers, unless there are less than three (3) managers in which case the quorum shall be all of the managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by a resolution approved at a duly constituted meeting of managers of the Company by the affirmative vote of the majority of the managers present or represented.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board. Such resolutions may be signed in counterparts, each of which shall be an original and all of which, taken together, shall constitute the same instrument.

Deliberations of the board of managers shall be recorded in minutes signed by the chairman or two managers. Copies or extracts of such minutes shall be signed by the chairman or two managers.

Art. 14. Liability of the managers. No manager assumes any personal liability in relation with any commitment validly made by him in the name of the Company in accordance with these Articles, by reason of his function as a manager of the Company.

Title IV - Shareholder meetings

Art. 15. Sole shareholder. A sole shareholder assumes all powers devolved to the general meeting of shareholders in accordance with the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded on minutes or drawn-up in writing.

Art. 16. General meetings. General meetings of shareholders may be convened by the sole manager or the board of managers, as the case may be, failing which by the statutory auditor or the supervisory board, if it exists, failing which by shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be sent to each shareholder at least 24 hours before the meeting, specifying the time and place of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting, and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may be represented and act at any general meeting by appointing in writing another person to act as such shareholder's proxy, which person needs not be shareholder of the Company.

Resolutions of the general meetings of shareholders are validly taken when adopted by the affirmative vote of shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company. If the quorum is not reached at a first meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second meeting.

Resolutions will be validly taken at this second meeting by a majority of votes cast, regardless of the portion of share capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be adopted by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

The holding of shareholders meetings is not compulsory as long as the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In the absence of meetings, shareholders resolutions are validly taken in writing, at the same majority vote cast as the ones provided for general meetings, provided that each shareholder receives prior to its written vote and in writing by any suitable communication means, the whole text of each resolution to be approved.

When the holding of shareholders meetings is compulsory, a general meeting shall be held annually within the Grand-Duchy of Luxembourg, at the registered office of the Company or at any other place as indicated in the convening notice, on the third Tuesday of June or on the following business day if such day is a public holiday.

Title V - Financial year - Balance sheet - Profits - Audit

Art. 17. Financial year. The financial year of the Company starts on January 1st and ends on December 31, with the exception of the first financial year that shall start today and end on December 31, 2011.

Art. 18. Annual accounts. Each year, as at the end of the financial year, the board of managers or the sole manager, as the case may be, shall draw up a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the Law, to which an inventory will be annexed, constituting altogether the annual accounts that will then be submitted to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general shareholders meeting.

Art. 19. Profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions, such as approved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of the shareholders, represents the net profit of the Company.

Each year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the share capital, but must be resumed at any time when it has been broken into.

The remaining profit shall be allocated by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, resolving to distribute it proportionally to the shares they hold, to carry it forward, or to transfer it to a distributable reserve.

Art. 20. Interim dividends. Notwithstanding the above provision, the sole manager or the board of managers as the case may be, may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager, as the case may be, and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve established in accordance with the Law or the Articles.

Art. 21. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to a statutory auditor (commissaire) or, as the case may be, to a supervisory board constituted by several statutory auditors.

No statutory auditor needs be a shareholder of the Company.

Statutory auditor(s) shall be appointed by resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company and will serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following his/their appointment. However his/their appointment can be renewed by the general meeting of shareholders.

Where the conditions of article 35 of the law of December 19, 2002 concerning the Trade and Companies Register as well as the accounting and the annual accounts of the undertakings are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may however appoint a qualified auditor at any time.

Title VI - Dissolution - Liquidation

Art. 22. Dissolution. The dissolution of the Company shall be resolved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital. The Company shall not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of any shareholder.

Art. 23. Liquidation. The liquidation of the Company will be carried out by one or more liquidators appointed by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution of the shareholders taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital, which shall determine his/their powers and remuneration. At the time of closing of the liquidation, the assets of the Company will be allocated to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Fifth resolution

It is resolved to appoint for an undetermined duration:

- Lawrence C. Somma, born on 14 October, 1966, in New York, New York, U.S.A., residing professionally at 71 South Wacker Drive, Chicago, Illinois 60606 U.S.A., and

- Stephen M. Sokal, born on 2 February, 1951, in Miami Beach, Florida, U.S.A., residing professionally at 71 South Wacker Drive, Chicago, Illinois, 60606 U.S.A. as managers of the Company.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about seven thousand Euros (7,000.- EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le neuf décembre,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu

HI Holdings Cyprus Limited, une société dûment enregistrée et existant valablement selon les lois de Chypre, ayant son adresse principal au 4, Riga Feraiou, OMEGA COURT, 1st Floor, 3095 Limassol, Chypre, enregistrée auprès du conservateur du registre des sociétés de Chypre sous le numéro 158701,

ici représenté par Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphées ne varietur par la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

HI Holdings Cyprus Limited, a requis le notaire instrumentant d'acter:

1. que Hotel Investors I, Inc. est une société à responsabilité limitées dûment constituée et existant valablement sous les lois des Iles Cayman, ayant son siège social au 89 Nexus Way, 2nd Floor Camana Bay, Grand Cayman, KY1-1205, Iles Caman, et dûment enregistrée auprès du «Camyan Islands Registry of Companies», sous le numéro CC-106239 (la «Société»);

2. que HI Holdings Cyprus Limited détient 100% des droits de vote dans la Société;

3. qu'il ressort du bilan intérimaire de la Société, qu'au 31 octobre 2010, les actifs nets de la Société correspondent au moins à la valeur du capital social de la Société et que la valeur des capitaux propres de la Société, entre autres, est estimée à 349.087.455 USD (trois cent quarante-neuf millions quatre-vingt-sept mille quatre cent cinquante-cinq US Dollars) et que depuis la date du bilan intérimaire et jusqu'au 9 décembre 2010, aucun changement matériel n'est intervenu dans les activités de la Société qui rendrait le bilan intérimaire daté du 31 octobre 2010 matériellement incorrect et ne donnerait pas une vision réelle et correcte de la situation de la Société à la date des présentes. Une copie du bilan de clôture, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire, restera annexée au présent acte et sera enregistrée en même temps auprès de l'enregistrement;

4. que l'intégralité du capital social de la Société est représentée à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont HI Holdings Cyprus Limited a été préalablement informée; et

5. que la Société, à une date antérieure au présent acte:

- a mis en place:

- une première succursale à Opfikon, Suisse, sous le nom «Hotel Investors I, Inc., Luxembourg, Opfikon Finance Branch», ayant son adresse à Balz-Zimmermannstrasse 7, 8152 Opfikon, Suisse; et

- une seconde succursale à Schaffhausen, Suisse, sous le nom «Hotel Investors I, Inc., Luxembourg, Schaffhausen Branch», ayant son adresse à Schutzensgraben 20, 8200 Schaffhausen, Suisse;

(les «Succursales Suisses»)

- a entrepris toutes les démarches nécessaires pour que les Succursales Suisses commencent leurs activités commerciales; et

- a affecté aux Succursales Suisses certains actifs de la Société.

HI Holdings Cyprus Limited représenté par son mandataire prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du transfert de la Société des Iles Cayman au Grand-Duché de Luxembourg;
2. Approbation de la forme légale de la Société en tant que société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois;
3. Confirmation de la description et de la consistance des actifs et passifs de la Société et de la libération du capital social émis de la Société;
4. Modification des statuts de la Société dans leur totalité afin de les rendre conformes à ceux d'une société à responsabilité de droit luxembourgeois;
5. Nomination des gérants de la Société; et
6. Divers.

Après que l'agenda a été approuvé par HI Holdings Cyprus Limited, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé de confirmer les transferts à la fois (i) du siège social et (ii) du siège de l'administration centrale de la Société de 89 Nexus Way, 2nd Floor Camana Bay, Grand Cayman, KY1-1205, Iles Cayman, vers le Grand-Duché de Luxembourg au 2-4 Avenue Mare-Thérèse, L-2132 Luxembourg, conformément au présent acte notarié (le «Transfert»).

Il est noté que bien que la Société n'aura plus d'existence légale aux Iles Camyan à compter de la date de signature du présent acte, le Transfert n'entraîne pas pour autant ni la dissolution ni la liquidation de la Société et par conséquent n'entraîne pas de rupture de la personnalité juridique de la Société laquelle subsistera après le Transfert.

Deuxième résolution

Il est décidé que la Société adopte la forme légale d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois.

HI Holdings Cyprus Limited déclare que, bien que la Société ait été constituée aux Iles Cayman, suite au Transfert, la Société a désormais son siège social et le siège de son administration centrale à Luxembourg, et reconnaît que conformément à l'article 159 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, la Société est gouvernée par les lois du Grand-Duché du Luxembourg.

Troisième résolution

Il est noté que la description et la consistance des actifs et des passifs ainsi que la valeur des actifs nets de la Société résultent du bilan de clôture établi au 31 octobre 2010.

HI Holdings Cyprus Limited approuve le bilan de clôture présenté au notaire.

HI Holdings Cyprus Limited déclare que l'ensemble de l'actif et du passif de la Société, sans restriction, restera dans sa totalité la propriété de la Société qui continue à détenir tous les actifs et continue à être tenue de l'ensemble du passif et de ses engagements.

Il est décidé que le montant des actifs nets de la Société de 349.087.455 USD (trois cent quarante-neuf millions quatre-vingt-sept mille quatre cent cinquante-cinq US Dollars) soit affecté comme suit:

- à concurrence d'un montant de 17.500 USD (dix-sept mille cinq cents US Dollars) au compte capital social nominal de la Société, lequel est représenté par 17.500 (dix-sept mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un US Dollar) chacune, chacune entièrement libérée; et

- à concurrence d'un montant de 349.069.955 USD (trois cent quarante-neuf millions soixante-neuf mille neuf cent cinquante-cinq US Dollars) au bénéfice distribuable du bilan en tant que prime d'émission globale.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions ci-dessus il est décidé de modifier les statuts de la Société (les «Statuts») dans leur totalité afin de les rendre conforme à ceux d'une société à responsabilité de droit luxembourgeois; les Statuts doivent être lus comme suit:

Titre I^{er} - Forme - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois ainsi que par les présents Statuts (la «Société»).

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la Société est Hotel Investors I, Inc.

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est d'investir, d'acquérir, et de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes formes de sociétés ou entités, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par des participations, des apports, achats, options ou de toute autre manière, tous titres, sûretés, droits, intérêts, brevets et licences ou tout autre titre de propriété que la Société juge opportun, et plus généralement de les détenir, gérer, développer, grever, vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société juge appropriées.

La Société peut également prendre part à toutes transactions y compris financières ou commerciales, accorder à toute société ou entité appartenant au même groupe de sociétés que la Société ou affiliée d'une façon quelconque avec la Société, sont ainsi incluses les sociétés ou entités dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect ou toute autre forme d'intérêt, tout concours, prêt, avance, ou consentir au profit de tiers toute garantie ou sûreté afin de garantir les obligations des sociétés précitées, et également emprunter ou lever des fonds de quelque manière que ce soit et encore garantir par tous moyens le remboursement de toute somme empruntée.

Enfin la Société peut prendre toute action et mener toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet afin d'en faciliter l'accomplissement.

Durée

La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. Siège. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre lieu de la commune de Luxembourg par une résolution du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par une résolution du conseil de gérance conformément aux Statuts ou en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution de la majorité des associés représentant plus de soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La Société peut ouvrir des bureaux ou succursales, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II - Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital. Le capital social est fixé à USD 17.500 (dix-sept mille cinq cents Dollars US) divisé en 17.500 (dix-sept mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar US) chacune et sont chacune entièrement libérées.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution prise par un vote de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

Art. 6. Droits de vote. Chaque part confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales qu'il détient.

Art. 7. Indivisibilité des parts. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale.

Art. 8. Transfert des parts. Les parts sont librement cessibles entre associés ou lorsque la Société a un associé unique.

Les cessions de parts sociales aux tiers sont soumises à l'agrément préalable des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société, donné en assemblée générale.

Les cessions de parts sociales sont constatées par acte écrit conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»).

Art. 9. Rachat des parts. La Société peut racheter ses propres parts sociales pour autant que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction de son capital social.

Titre III - Gérance

Art. 10. Nomination des gérants. La Société peut être gérée par un gérant unique ou plusieurs gérants. Dans le cas où plus d'un gérant est nommé, la Société est gérée par un conseil de gérance.

Aucun gérant n'a à être associé de la Société. Le(s) gérant(s) sont nommés par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. La rémunération, le cas échéant, du ou des gérant(s) est déterminée de la même manière.

Un gérant peut être révoqué, pour ou sans justes motifs, à tout moment, et être remplacé par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

Art. 11. Pouvoirs des gérants. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, à l'assemblée générale des associés, sont de la compétence du gérant unique ou du conseil de gérance, le cas échéant.

La Société est liée par la signature de son gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de l'un quelconque de ses gérants.

Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut déléguer son/ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, qui n'ont pas à être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le gérant unique ou le conseil de gérance détermine les pouvoirs et rémunération (s'il y a lieu) des agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres modalités ou conditions de leur mandat.

Art. 12. Conseil de gérance. Lorsque la Société est gérée par un conseil de gérance, celui-ci peut choisir parmi ses membres un président. Le conseil de gérance peut également choisir un secrétaire qui n'a pas être un gérant ou associé de la Société et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation d'un gérant. La convocation détaillant les points à l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion, doit être donnée à l'ensemble des gérants au moins 24 heures à l'avance, sauf lorsqu'il y est renoncé, par chacun des gérants, ou lorsque tous les gérants sont présents ou représentés.

Les réunions du conseil de gérance doivent se tenir au Grand-Duché de Luxembourg.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par tout autre moyen de communication adéquat un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié, initiés depuis le Grand-Duché de Luxembourg et permettant à l'ensemble des gérants participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment. Une telle participation est réputée équivalente à une participation physique.

Une réunion du conseil de gérance est dûment tenue, si au commencement de celle-ci, la moitié du nombre total de gérants de la Société est présente en personne ou représentée, sauf lorsque le conseil de gérance est composée de moins de 3 (trois gérants) auquel cas, le quorum sera de tous les gérants.

Lors d'une réunion du conseil de gérance de la Société valablement tenue, les résolutions dudit conseil sont prises par un vote favorable de la majorité des gérants de la Société présents ou représentés.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants ont le même effet que les résolutions prises lors d'une réunion du conseil de gérance. Les résolutions peuvent être signées sur des exemplaires séparés, chacun d'eux constituant un original et tous ensembles constituant un seul et même acte.

Les délibérations du conseil de gérance sont consignées dans des minutes signées par le président ou par deux gérants. Les copies ou extraits de ces minutes sont signés par le président ou par deux gérants.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Aucun gérant n'engage sa responsabilité personnelle pour des engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société dans le cadre de ses fonctions de gérant de la Société et conformément aux Statuts.

Titre IV - Assemblée générale des associés

Art. 14. Associé unique. Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés conformément à la Loi.

Hormis les opérations courantes conclues à des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent faire l'objet de procès-verbaux ou être établis par écrit.

Art. 15. Assemblées générales. Les assemblées générales d'associés peuvent être convoquées par le gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance, à défaut par le commissaire ou le conseil de surveillance s'il existe. A défaut, elles sont convoquées par les associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

Les convocations écrites à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour sont envoyées à chaque associé au moins 24 heures avant l'assemblée en indiquant l'heure et le lieu de la réunion.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter et agir à toute assemblée générale en nommant comme mandataire et par écrit une personne qui n'a pas à être associé de la Société.

Les résolutions de l'assemblée générale des associés sont valablement adoptées par vote des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si le quorum n'est pas atteint lors d'une première assemblée, les associés seront convoqués par lettre recommandée à une deuxième assemblée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions sont valablement adoptées à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

Toutefois, les résolutions décidant de modifier les Statuts sont prises seulement par une résolution de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La tenue d'assemblées générales d'associés n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés ne dépasse pas vingt-cinq (25). En l'absence d'assemblée, les résolutions des associés sont valablement prises par écrit à la même majorité des votes exprimés que celle prévue pour les assemblées générales, et pour autant que chaque associé ait reçu par écrit, par tout moyen de communication approprié, l'intégralité du texte de chaque résolution soumise à approbation, préalablement à son vote écrit.

Lorsque la tenue d'une assemblée générale est obligatoire, une assemblée générale devra être tenue annuellement au Grand-Duché de Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre lieu indiqué dans la convocation le troisième mardi du mois de juin ou le jour ouvrable suivant si ce jour est férié.

Titre V - Exercice social - Comptes sociaux - Profits - Audit

Art. 16. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre, à l'exception du premier exercice qui commence ce jour et se terminera le 31 décembre 2011.

Art. 17. Comptes annuels. Tous les ans, à la fin de l'exercice social, le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, dresse un bilan et un compte de pertes et profits conformément à la Loi, auxquels un inventaire est annexé, l'ensemble de ces documents constituant les comptes annuels sera soumis à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés à l'assemblée générale des associés.

Art. 18. Bénéfice. Le solde du compte de pertes et profits, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions, tel qu'approuvé par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés, représente le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net est affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint un dixième du capital social, mais devra être repris à tout moment jusqu'à entière reconstitution de la réserve légale.

Le bénéfice restant est affecté par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, décidant de sa distribution aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent, de son report à nouveau, ou de son allocation à une réserve distribuable.

Art. 19. Dividendes intérimaires. Nonobstant ce qui précède, le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut décider de verser des dividendes intérimaires avant la clôture de l'exercice social sur base d'un état comptable établi par le conseil de gérance, ou le gérant unique, le cas échéant, duquel doit ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à une réserve conformément à la Loi ou aux Statuts.

Art. 20. Audit. Lorsque le nombre des associés excède vingt-cinq (25), la surveillance de la Société est confiée à un commissaire ou, le cas échéant, à un conseil de surveillance composé de plusieurs commissaires.

Aucun commissaire n'a à être associé de la Société.

Le(s) commissaire(s) sont nommé(s) par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des associés qui suit leur nomination. Cependant leur mandat peut être renouvelé par l'assemblée générale des associés.

Lorsque les conditions de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont atteints, la Société confie le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut cependant nommer un réviseur d'entreprise à tout moment.

Titre VI - Dissolution - Liquidation

Art. 21. Dissolution. La dissolution de la Société est décidée par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par un vote positif de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société. La Société n'est pas dissoute par la mort, la suspension des droits civils, la déconfiture ou la faillite d'un associé.

Art. 22. Liquidation. La liquidation de la Société est menée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société, résolution qui détermine leurs pouvoirs et rémunérations. Au moment de la clôture de liquidation, les avoirs de la Société sont attribués à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent.

Cinquième résolution

HI Holdings Cyprus Limited décide de nommer pour une durée indéterminée:

- Lawrence C. Somma, né le 14 octobre 1966 à New York, Etat de New York, U.S.A. résidant professionnellement au 71 South Wacker Drive, Chicago, Illinois 60606 U.S.A;

- Stephen M. Sokal, né le 2 février 1951 à Miami Beach, Florida, U.S.A., résidant professionnellement au 71 South Wacker Drive, Chicago, Illinois 60606 U.S.A; en tant que gérants de la Société;

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui doivent être mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital, s'élève à environ sept mille Euros (7.000.-EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et Passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande des comparantes représentées par leur mandataire, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 décembre 2010. Relation: LAC/2010/56752. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 décembre 2010.

Référence de publication: 2010169185/529.

(100196451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

MMA S.à r.l., Mobility Media Agency S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 130.734.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2011003295/14.

(110002844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

W2007 Parallel Lalka S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.530,00.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 130.955.

Constituée par devant Me Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 Septembre 2007, acte publié au Mémorial C no 2145

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

W2007 Parallel Lalka Sàrl

Maxime Nino

Manager

Référence de publication: 2011004073/15.

(110003579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

NM Fenster S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7243 Bereldange, 33, rue du X Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 129.278.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011003311/14.

(110002494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Morrel Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 121.227.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003297/9.

(110003260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Naya Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 146.245.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 60919 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003300/10.

(110002587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Nomeco SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 84.803.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011003303/10.

(110002795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Naedo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 156.009.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003304/9.

(110002955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Ocean Beach Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 104.418.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003323/9.

(110003264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

New Lead LB Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 95.111.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Référence de publication: 2011003308/10.

(110003083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Newell Corp S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 134.570.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011003309/10.

(110003028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Nouvelle Société du Rapide des Ardennes Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8824 Perle, 45, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 94.311.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011003313/14.

(110002495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Novellex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thésèse.

R.C.S. Luxembourg B 45.025.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011003316/14.

(110002496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Optique HOSS S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 2, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 91.681.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011003319/14.

(110002497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Optimal Security S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 77.670.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 6 janvier 2011.

Référence de publication: 2011003318/10.

(110003116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Oberweis Cloche d'Or S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 1, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 46.453.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011003320/10.

(110003029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

REGIS-TR, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 42, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 157.650.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the ninth day of December.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) CLEARSTREAM BANKING, société anonyme, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office located at 42 avenue J-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the trade and companies register of Luxembourg under registration number B. 9.248 ("Clearstream"),

duly represented by Thilo Derenbach, banker, residing in Frankfurt (Germany),

by virtue of a proxy given on 7th December 2010 in Luxembourg, and

2) SOCIEDAD DE GESTIÓN DE LOS SISTEMAS DE REGISTRO, COMPENSACIÓN Y LIQUIDACIÓN DE VALORES, S.A., a sole shareholder public limited liability company belonging to the BME Group, incorporated and existing under the laws of Spain, having its registered office located at Plaza de la Lealtad 1, Madrid, 28014, Spain, and with the tax identification number (CIF) A82695677 ("Iberclear"),

duly represented by Christine Forina, lawyer, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 3rd December 2010 in Madrid,

The proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder(s) and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing parties have requested the notary to document the deed of incorporation of a société anonyme, which they wish to incorporate and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Art. 1. Name and Form. There hereby exists a company in the form of a société anonyme (a public limited liability company) under the name of REGIS-TR (the "Company").

Art. 2. Registered office.

2.1 The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board of Directors (as this expression is defined below in article 9.1.1).

2.3 The Company's registered office may be transferred by a resolution of the Board of Directors, to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg.

2.4 In the event that extraordinary events of a political, economic or social nature, or such as may compromise the transaction of the Company's day-to-day business at its registered office or may jeopardize ease of communications with that registered office, or between that office and places abroad, should occur or be imminent, the Company's registered

office may be transferred abroad temporarily until such time as the abnormal circumstances in question shall no longer exist; such temporary measures shall not, however, have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding any such temporary transfer abroad, shall continue to be that of a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken by the Board of Directors.

Art. 3. Object.

3.1 The Company will act as a trade repository under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

3.2 The Company's purpose is the administration and registration of data related to any OTC derivatives contracts and transactions entered into by financial counterparties and non-financial counterparties as well as the reporting of all the collected details of any OTC derivatives contracts and transactions inter alia to market and regulatory authorities as well as to OTC derivatives market participants.

3.3 The Company may carry out valuation and collateral management services in relation with OTC derivatives contracts and transactions. It may also in-source its services to any third party and carry out any commercial operations related to intellectual property rights within the purpose as described hereabove in article 3.2.

3.4 The Company may carry out any financial, commercial or industrial operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its object.

Art. 4. Duration. The duration of the Company shall be for an unlimited period of time.

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's issued share capital is set at three million six hundred thousand euro (EUR 3,600,000) represented by thirty-six thousand (36,000) ordinary shares, with a par value of one hundred euro (EUR 100) each.

5.2.1 The Company shall have an authorised share capital, including the issued share capital, of five million one hundred thousand euro (EUR 5,100,000), consisting of fifty-one thousand (51,000) ordinary shares with a par value of one hundred euro (EUR 100) each.

5.2.2 During a period of time of five (5) years from the date of publication of these articles of incorporation or, as the case may be, of the resolution to renew or to increase or to reduce the authorised share capital pursuant to this article 5.2, in the Official Gazette of the Grand Duchy of Luxembourg, [Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), the Board of Directors is hereby authorised to issue further shares, to grant options to subscribe for shares and to issue any other instruments convertibles into shares within the limit of the authorised share capital, to such person and on such term as it shall see fit, and specifically to proceed to such issue by suppressing or limiting the existing shareholder's/ shareholders' preferential right to subscribe for the new shares to be issued.

5.2.3 This authorisation may be renewed once or several times by a resolution of the General Meeting of Shareholders (as this expression is defined below in article 14.1), adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation, each time for a period not exceeding five 5 years.

5.2.4 The Board of Directors is authorised to determine the conditions governing the subscription and issue of the shares or the reduction of the share capital within the authorised share capital.

5.2.5 When the Board of Directors effects a whole or partial increase or a reduction of the share capital in terms of the above resolutions, the Board of Directors shall be obliged to take steps to amend this article 5 in order to record such amendment and the Board of Directors is authorised to take or authorise the steps required for the execution and publication of such amendment in accordance with the law.

5.2.6 The Company's authorised share capital or the Company's issued share capital may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

5.3 The Company may, to the extent and under the terms and conditions provided by law, purchase or redeem its own shares.

Art. 6. Shares and Ownership.

6.1 Shares in the Company shall have the form of registered shares only.

6.2 Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shares. Certificates of these recording will be issued and signed by the Chairman (as this term is defined below in article 9.4) or by any two (2) Directors (as this terms is defined below in article 9.1.1) as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

6.3 Ownership of a share carries implicit acceptance of the articles of incorporation of the Company and of the resolutions validly adopted by the General Meeting of Shareholders.

6.4 The Company shall recognize only one (1) single owner per share. To the extent that one or more shares are jointly owned, or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all persons claiming a right to such share(s) shall appoint one (1) single attorney to represent such share(s) towards the Company. Failure so to appoint an attorney shall entail suspension of all rights attached to such share(s).

6.5 A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital.

6.6 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding any shareholder shall not cause the Company's dissolution.

Art. 7. Share transfer.

7.1 Any transfer of shares shall require the prior consent of the General Meeting of the Shareholders.

7.2 Any transfer of shares will be registered in the register of shares by a declaration of transfer recorded in the register of shares as provided in article 8 below, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative (s) as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Moreover, the Company may accept and enter into the register of shares any transfer referred to in any document recording the consent of the transferee and the transferor.

7.3 Details of any transfer of shares shall be inscribed in the register of shares in accordance with article 7.2 and article 8 hereto.

Art. 8. Register of shares.

8.1 A register of shares will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shares will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder and the class of the shares, the indication of the payments made on the shares, any transfer of shares and the dates thereof pursuant to article 7 of these articles of incorporation as well as any security rights granted on shares.

8.2 Each shareholder will notify the Company by register letter his/her/its address and any change thereof. The Company will be entitled to rely for any purposes whatsoever on the last address so communicated.

Art. 9. Board of Directors.

9.1.1 The Company shall be administered by a board of directors of at least four (4) permanent members (the "Directors"; a "Director" means any of them), who may or may not be shareholders of the Company (the "Board of Directors").

9.1.2 Directors shall be elected by the General Meeting of Shareholders, which shall determine their remuneration and term of the office.

9.1.3 If a legal entity is elected as Director, such legal entity must designate an individual as permanent representative who shall execute this role in the name and for the account of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) Director and may not be a Director at the same time.

9.2 Directors shall be appointed for a period of no more than five (5) years and any Director shall hold office until its/his/her successor is elected. Any Director may be also eligible for re-elections for successive terms.

9.3 Any Director may be removed at any time, without notice and without cause by the General Meeting of Shareholders.

9.4 The Board of Directors must choose from among its members a chairman of the Board of Directors (the "Chairman"). It may also elect one or more vice-chairmen of the Board of Directors (the "Vice-Chairmen"; one of them a "Vice-Chairman").

9.5 The Board of Directors shall also appoint a secretary, who need not be a Director (the "Secretary"). The Secretary shall be instructed to keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and to carry out such administrative and other duties as directed by the Board of Directors.

9.6.1 In the event that a vacancy should arise on the Board of Directors as a result of the death, legal incapacity, bankruptcy, retirement or resignation of any Director or for any other reason, the remaining Directors shall be authorized to fill the vacancy on a temporary basis until the date of the next General Meeting of Shareholders, which shall make a permanent appointment to fill the vacancy.

9.6.2 If, in case of plurality of shareholders, the total number of members of the Board of Directors falls below four (4), such vacancy must be filled without undue delay either by the General Meeting of Shareholders or, on a temporary basis, by the remaining board members until the next General Meeting of Shareholders, which shall resolve on the permanent appointment.

9.6.3 Any Director who is appointed in the circumstances described above shall complete the term of office of the Director whom he has succeeded.

Art. 10. Meetings and Decisions of the Board of Directors.

10.1 The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman or by a majority of Directors at the place indicated in the notice of the meeting as described in article 10.2 below.

10.2.1 Meetings of the Board of Directors shall be convened in writing, by mail, facsimile, electronic mail (e-mail) or any other means of communication, by the Chairman, or, in the Chairman's absence, by one of the Vice-Chairmen, or, in their absence, by a Director appointed to, deputise for the Chairman by the other Directors.

10.2.2 Such written notice of any meeting of the Board of Directors must be given to the Directors twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting as described hereabove in article 10.2.1, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice.

10.2.3 Such convening notice is not necessary in case of assent of each Director in writing by mail, facsimile, e-mail or by any other means of communication, a copy of such signed document, to the extent applicable, being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Directors. No convening notice shall furthermore be required in case all Directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of incorporation and if such Directors agree to waive the convening notice.

10.3 The Chairman shall preside, when present, over all meetings of the Board of Directors and shall have such further powers and duties as may be conferred upon him from time to time by the Board. In his absence, any Vice-Chairman may preside the meeting of the Board of Directors. In the absence of both the Chairman and the Vice-Chairmen, the members of the Board of Directors may appoint another Director as chairman of pro tempore by a vote of a majority of the Directors present or represented at any such meeting. The Vice-Chairmen shall act as a deputy for the Chairman.

10.4 The Board of Directors can act and deliberate validly only if at least half of its Directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors.

10.5 Resolutions are adopted with the approval of a majority of the Directors present or represented at a meeting of the Board of Directors. In the event that an equal number of votes should be expressed for and against a particular resolution, the Chairman or, in its absence the chairman of the meeting, as the case may be, shall have the casting vote.

10.6 Any Director may participate at any meeting of the Board of Directors by appointing any other Director as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, e-mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any Director may represent one or several of his/her/its colleagues.

10.7 Any Director who participates in a meeting of the Board of Directors by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such Director's identification and allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the Board of Directors held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

10.8 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be validly passed in writing, by facsimile, e-mail or any other similar means of communication, to the extent that each Director has signified his approval by signing a document containing the text of such resolution. The date of such resolution shall be the date on which the final approval is given.

10.9 Any Director who may have a conflict of interest in respect of an operation that has been submitted to the Board of Directors for approval shall be required to inform the Board of Directors of this conflict of interest and to have it noted in the minutes of the meeting. Such a Director may take no part in the discussions relating to such operation at the meeting concerned. Special mention shall be made, at the first subsequent General Meeting of Shareholders and before any vote on other resolutions, of operations in respect of which any Director has had a conflict of interest.

10.10 No Director commits himself/herself/itself, by reason of his/her/its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. Directors are only liable for the performance of their duties.

10.11 In the event that, at a meeting of the Board of Directors at which a sufficient number of Directors is present to form a quorum, one or more Directors should abstain by virtue of the provisions of article 10.9, decisions may validly be taken by a majority of the other Directors present or represented.

10.12 The deliberations of the Board of Directors shall be recorded in the form of written minutes signed by the Chairman and the Secretary. They shall be approved by the Board of Directors at its next following meeting. Any proxy remains attached thereto. Copies of, or extracts, from the minutes which are required for use in a court of law or elsewhere shall be signed by the Chairman, or by the Secretary, or by two (2) Directors having attended the meeting.

Art. 11. Powers of the Board of Directors.

11.1 The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors or by written consent in accordance with the provisions of these articles of incorporation.

11.2 The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition necessary or useful to accomplish the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the General Meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Art. 12. Delegation of authority.

12.1 The Board of Directors may generally or from time to time delegate the power to conduct the daily management of the Company in relation to such management as provided for by article 60 of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "Company Law"), to an executive or other committee or committees whether formed from among its own members or not, or to two (2) or more Directors, managers or other agents who may act jointly.

12.2 The Board of Directors shall determine the scope of the powers, the conditions for withdrawal and the remuneration attached to these delegations of authority including the authority to sub-delegate.

12.3 In accordance with the above provisions, the Board of Directors shall delegate its day-to-day management as well as the representation of the Company towards third parties in relation with such management to an executive body (the “Group Executive Management” or “GEM”) which determines and co-ordinates the management and business lines of the Company. The GEM shall report to the Board of Directors.

12.4 Delegation of authority to a Director is subject to the prior approval of the General Meeting of Shareholders.

12.5 The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signature of two (2) Directors or the signature(s) of any person(s) to whom, authority has been duly delegated in accordance with a resolution of the Board of Directors. Within the limits of the daily management, the Company will be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power in relation to the daily management of the Company has been delegated acting alone or jointly in accordance with the rules of such delegation.

12.6 The Board of Directors may create from time to time one or several committees composed of Directors and/or external persons which it may consult as it considers appropriate.

12.7 In accordance with the above article 12.6, the Board of Directors shall create a users commission (the “Users Commission”). The Users Commission shall report to the Board of Directors.

Art. 13. Confidentiality. Even after cessation of their mandate or function, any member of the Board of Directors, as well as any person who is invited to attend a meeting of the Board of Directors, shall not disclose information on the Company, the disclosure of which may have adverse consequences for the Company, unless such divulgation is required by a legal or regulatory provision applicable to trade repositories or sociétés anonymes.

Art. 14. Power of the General Meetings of Shareholders.

14.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes the entire body of shareholders of the Company (the “General Meeting of Shareholders”).

14.2 If the Company has only one (1) shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the General Meeting of Shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term “sole shareholder” is not expressly mentioned in these articles of incorporation, a reference to the “General Meeting of Shareholders” used in these articles of incorporation is to be construed as a reference to the “sole shareholder”.

14.3 The General Meeting of Shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of incorporation.

Art. 15. Convening the General Meetings of Shareholders.

15.1 General Meetings of Shareholders may at any time be convened by the Board of Directors or by the statutory auditor(s), if any, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the written notice setting forth the agenda. Such notice shall be signed by the Chairman, sent by registered letter as least eight (8) calendar days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder’s address as inscribed in the shares register, or as otherwise instructed by such shareholder.

15.2 The annual General Meeting of Shareholders shall be held on the second Tuesday of June at 5:00 p.m. in Luxembourg, at the Company’s registered office, or at any other address specified in the notice convening the meeting. Should this be a legal or bank holiday in Luxembourg or in Spain, the meeting will be held on the first business day immediately following and at the same time of the day.

15.3 Annual General Meetings of Shareholders may be held abroad if, in the absolute and final judgment of Board of Directors, exceptional circumstances so require.

15.4 The convening notice for any General Meeting of Shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent as set forth in the above article 15.1.

15.5 If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting of Shareholders may take place without prior convening notice of meeting.

15.6 All transfers of shares shall be suspended for a period of eight (8) calendar days immediately preceding the date of any General Meeting of the Shareholders.

Art. 16. Conduct of the General Meetings of Shareholders.

16.1 The business transacted at any General Meeting of the shareholders shall be limited to, the matters contained in the agenda and business incidental to such matters.

16.2 A bureau of the meeting shall be formed at any General Meeting of Shareholders, composed by the Chairman, the Secretary and a scrutineer, who shall be duly appointed by the Chairman and who need neither to be shareholders, nor Directors. The bureau of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders. In the absence of the Chairman, the bureau will be chaired by one of the Vice-Chairmen, or, in their absence, by a Director (whatever the class) or any other person duly appointed by the shareholders.

16.3 An attendance list must be kept at any General Meeting of Shareholders.

16.4 Each share entitles its holder to one vote at all General Meetings of Shareholders, subject to the provisions of the law.

16.5 Unless otherwise provided by law or by these articles of incorporation, resolutions of any General Meeting of Shareholders duly convened will be adopted at a simple majority of the votes validly cast, regardless of the shareholders present or represented.

16.6 A shareholder may act at any General Meeting of Shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, e-mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

16.7 Any shareholder who participates in a General Meeting of Shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear on another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

16.8 The Board of Directors may determine all other conditions which must be fulfilled by shareholders in order to attend a General Meeting of Shareholders.

16.9 The deliberations of General Meetings of Shareholders shall be recorded in the form of minutes signed by the members of the board of the meeting as well as any shareholder who requests to do so.

16.10 Copies of, or extracts from, the minutes, which are required for use in a court of law, or elsewhere, shall be signed by the Chairman, by the Secretary, or by two (2) Directors having attended the meeting.

Art. 17. Amendment of the articles of incorporation. Subject to the terms and conditions provided by law, these articles of incorporation may be amended by a resolution of the extraordinary General Meeting of the Shareholders, adopted with a majority of two-third (2/3) of the votes validly cast at a meeting where at least half of the Company's issued share capital is present or represented on first call. On second call, the resolution shall be passed with a majority of two-third (2/3) of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of capital present or represented at the meeting. Abstention and nil votes will not be taken into account.

Art. 18. Supervision and Audit. The operation of the Company and its annual accounts shall be audited by one or several independent auditors, shareholders or not, appointed by the Board of Directors in accordance with the terms and conditions provided by law.

Art. 19. Annual Accounts.

19.1 The accounting year of the Company shall commence on the first day of January and shall terminate on the thirty-first day of December of each year.

19.2 The Board of Directors shall draw up the balance sheet and the profit and loss account as at the thirty-first day of December of each year.

Art. 20. Distribution of Profits.

20.1 From the Company's annual net profit five per cent (5%) at least shall be allocated each year to the Company's legal reserve. This annual allocation shall cease to be mandatory as soon as and as long as the aggregate amount of the Company's legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's issued share capital.

20.2 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

20.3 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the issued share capital.

20.4 Under the terms and conditions provided by law, the annual General Meeting of Shareholders shall decide, on a proposal from the Board of Directors, how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of incorporation.

Art. 21. Interim Dividends - Share Premium.

21.1 Under the terms and conditions provided by law, the Board of Directors may proceed to the payment of interim dividends.

21.2 The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholders by a resolution of the shareholders or of the Directors, subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

Art. 22. Liquidation.

22.1 In case of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the General Meeting of Shareholders resolving on the Company's dissolution and which shall determine their powers and remuneration.

22.2 The net liquidation proceeds shall be distributed by the liquidator(s) to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 23. Governing law. These articles of incorporation shall be construed and interpreted under and shall be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Company Law.

Transitional provisions

- 1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December 2011.
- 2) The first annual General Meeting of Shareholders shall be held in 2012.
- 3) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

Subscription and Payment

The following entities have subscribed the shares to be issued as follows:

- 1) Clearstream, aforementioned,
in subscription for eighteen thousand (18,000) ordinary shares, Clearstream has made payment in full for such shares by a contribution in cash for an amount of one million eight hundred thousand euro (EUR 1,800,000); and
- 2) Iberclear, aforementioned,
in subscription for eighteen thousand (18,000) ordinary shares, Iberclear has made payment in full for ten thousand (10,000) shares by a contribution in cash of an amount of one million euro (EUR 1,000,000), and
the subscription of eight thousand (8,000) shares has been paid by a contribution in kind of an in-house developed software pursuant to a report of an independent auditor on the proposed contribution in kind in accordance with articles 26-1 (2), 26-1 (3) and 27 (9) of the Company law, such contribution is valued at eight hundred thousand euro (EUR 800,000).

The amount of two million eight hundred thousand Euros (EUR 2,800,000.-) are now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Iberclear, acting through its duly appointed attorney in fact, has declared (i) that the contribution is free of any lien or charge, (ii) that there subsist no impediments to the free transferability of this contribution to the Company and (iii) that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the contribution to the Company.

Iberclear has further stated that the conclusions of the contribution in kind report read as follows:

"Based on the procedures applied as described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the Contribution is not at least equal to the number and value of the 8,000 ordinary shares of par value EUR 100 each".

The contribution in kind report, signed *ne varietur* by the attorney-in-fact and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

All shares have been entirely paid-up, so that the amount of three million six hundred thousand euro (EUR 3,600,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions provided for in articles 26, 26-1 (2), 26-1 (3), 26-3 and 26-5 of the Company Law and expressly states that they have been all been complied with.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated to be three thousand three hundred Euros (EUR 3,300.-).

Extraordinary general meeting of shareholders

The incorporating shareholders, representing the Company's entire issued share capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary General Meeting of Shareholders.

Having first verified that it was regularly constituted; the General Meeting of Shareholders has passed the following resolutions by unanimous vote:

1. The number of Directors is set at four (4).
2. The following persons are appointed as members of the Board of Directors of the Company:
 - a. Jeff Tessler, banker, born in New Jersey, United States, on 17 August 1954, and residing professionally 42, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Director;
 - b. José Massa Gutierrez del Alamo, economist, born in Ferrol, La Coruña, Spain, on 28 August 1958 and residing professionally at Plaza de la Lealtad 1, 28014, Madrid, Spain, as Director;
 - c. Phil Brown, banker, born in Prescott, United Kingdom, on 22 January 1968 and residing professionally 42, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Director;
 - d. Jesus Benito Naveira, economist, born in Madrid, Spain, on 29 January 1964 and residing professionally at Plaza de la Lealtad 1, 28014, Madrid, Spain, as Director.
3. The following persons are appointed as deputy directors of the Company:

a. María Elena Carnicero Alonso, economist, born in Madrid, Spain, on 31 December 1963 and residing professionally at Plaza de la Lealtad 1, 28014, Madrid, Spain, as deputy director;

b. Thilo Derenbach, banker, born in Aachen, Germany, on 3 February 1974, and residing professionally Neue Börsestrasse 1, 60487 Frankfurt am Main, Germany, as deputy director.

4. The terms of office of the Directors will end at the annual General Meeting of Shareholders of the year 2015.

5. The address of the registered office of the Company is set at 42, avenue J-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

6. The following person/entity is appointed as independent auditor of the Company:

KPMG AUDIT, with registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

7. The terms of office of the independent auditor shall end on the date when the General Meeting of Shareholders shall resolve upon the approval of the Company's accounts of the financial year 2012 or at any time prior to such date as the General Meeting of the Shareholders may determine.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing persons, this deed is worded in English followed by a French language translation. On the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French language text, the English language version will be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder(s) of the appearing persons, the proxy-holder(s) signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède.

L'an deux mille dix, le neuf décembre.

Par-devant le soussigné Maître Hellinckx, notaire de droit civil de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) CLEARSTREAM BANKING, société anonyme, constituée et existante sous les lois du Grand-duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 42 avenue J-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg et inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro d'inscription B. 9.248 ("Clearstream"),

dûment représentée par Thilo Durenbach, banquier, demeurant à Francfort, (Allemagne),

en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 7 Décembre 2010, et

2) SOCIEDAD DE GESTIÓN DE LOS SISTEMAS DE REGISTRO, COMPENSACIÓN Y LIQUIDACIÓN DE VALORES, S.A., une société anonyme appartenant au Groupe BME Group, constituée et existante sous les lois du Royaume d'Espagne, ayant son siège social sis Plaza de la Lealtad 1, Madrid, 28014, Espagne, et dont le numéro d'identification fiscal (CIF) est A82695677 ("Iberclear"),

dûment représentée par Christina Forina, juriste, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée à Madrid le 3 Décembre 2010.

Les procurations, signées ne varietur par le/les mandataire(s) et le notaire soussigné, resteront annexés au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparants ont requis le notaire soussigné de dresser l'acte d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer et dont les statuts seront comme suit :

Art. 1^{er}. Nom et Forme. Il existe une société dans la forme d'une société anonyme sous la dénomination de REGISTRO (la «Société»).

Art. 2. Siège Social.

2.1 Le siège social de la Société est établi en la ville de Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

2.2 Il peut être créé, par une décision du Conseil d'Administration (telle que cette expression est définie ci-après à l'article 9.1.1), des succursales, des filiales ou tout autre bureau tant dans le Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

2.3 Le siège social de la Société peut être transféré, par décision du Conseil d'Administration, en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg.

2.3 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, ou de tout autre nature à compromettre l'activité journalière de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège social ou de ce siège social avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social de la Société pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par le Conseil d'Administration.

Art. 3. Objet.

3.1 La Société est une base centrale de données des transactions (trade repository) sous les lois du Grand-duché de Luxembourg.

3.2 La Société a pour objet l'administration et l'enregistrement de données relatives à toutes les transactions et contrats de dérivés OTC conclus entre des contreparties financières et non financières ainsi que le compte rendu de tous les détails relatifs aux transactions et contrats de dérivés OTC collectés notamment aux autorités de marchés ou régulateurs ainsi qu'aux participants du marché des dérivés OTC.

3.3 La Société peut fournir des services d'évaluation et de gestion de garanties en rapport avec les transactions et contrats de dérivés OTC. Elle peut également internaliser ses services à des parties tierces et réaliser toutes les opérations commerciales liées aux droits de propriété intellectuelle dans le cadre de l'objet tel que décrit à l'article 3.2 ci-dessus.

3.4 La Société peut réaliser toutes les activités financières, commerciales ou industrielles qu'elle considère utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Capital social.

5.1 La Société a un capital social émis de trois millions six cent mille euros (EUR 3.600.000), représenté par trente-six mille (36.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.

5.2.1 Le capital social autorisé de la Société, y compris le capital social émis, est fixé à cinq millions cent mille euros (EUR 5.100.000), représenté par cinquante et un mille (51.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.

5.2.2 Durant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication au Journal Officiel du Grand-duché de Luxembourg, le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, des présents statuts ou, le cas échéant, de la décision de renouveler, d'augmenter ou de diminuer le capital social autorisé conformément au présent article 5.2, le Conseil d'Administration est autorisé par les présentes à émettre des actions, accorder des options de souscription des actions et d'émettre tout autre titre convertible en actions, dans les limites du capital social autorisé, aux personnes et selon les conditions qu'il juge appropriées, et notamment à procéder à une telle émission en supprimant ou limitant le droit préférentiel des actionnaires / de l'actionnaire existant(s) de souscrire les nouvelles actions à émettre.

5.2.3 Cette autorisation pourra être renouvelée une ou plusieurs fois par une décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires (telle que cette expression est définie ci-après à l'article 14.1), prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts, pour une période qui, à chaque fois, ne peut dépasser cinq (5) ans.

5.2.4 Le Conseil d'Administration est autorisé à déterminer les conditions régissant la souscription et l'émission des actions ou de la réduction du capital social dans le cadre du capital social autorisé.

5.2.5 Lorsque le Conseil d'Administration effectue une augmentation de capital partielle ou totale selon les dispositions ci-dessus, le Conseil d'Administration est tenu de prendre les dispositions nécessaires en vue de modifier cet article 5 afin de faire acter le changement et le Conseil d'Administration est autorisé à faire ou à faire ordonner les démarches nécessaires pour l'exécution et la publication d'un tel changement conformément à la loi.

5.2.6 Le capital autorisé ou le capital émis de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires prises dans les conditions requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut, dans les limites et dans les conditions requises par la loi, acheter ou procéder au rachat de ses propres actions.

Art. 6. Actions et Propriété.

6.1 Les actions de la Société sont émises sous la forme nominative seulement.

6.2 La preuve du titre de propriété concernant les actions de la Société peut être apportée par l'enregistrement d'un actionnaire dans le registre des actions. Des certificats de ces enregistrements pourront être émis et signés par le Président (tel que ce terme est défini à l'article 9.4) du Conseil d'Administration, par deux (2) Administrateurs (tel que ce terme est défini à l'article 9.1.1), selon le cas, sur requête et aux frais de l'actionnaire en question.

6.3 La propriété d'une action emporte de plein droit acceptation des statuts et des résolutions valablement adoptées par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

6.4 La Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont détenues par plus d'une personne, ces personnes doivent désigner un (1) mandataire unique qui sera considéré comme le seul propriétaire de ladite/desdites action(s) à l'égard de la Société. Celle-ci a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une telle/de telles action(s) jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant le propriétaire unique.

6.5 Le droit d'un actionnaire sur les actifs et les bénéfices de la Société est proportionnel au nombre d'actions qu'il détient dans le capital social de la Société.

6.6 Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre évènement similaire concernant tout actionnaire n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Transfert d'actions.

7.1 Toute cession d'actions de la Société requiert le consentement préalable de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

7.2 Toute cession d'actions sera inscrite dans le registre des actions conformément à l'article 8 ci-dessous par une déclaration de cession, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) fondé(s) de pouvoir ainsi que conformément aux règles relatives aux cessions de créances définies à l'article 1690 du Code civil Luxembourgeois. De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actions toute cession mentionnée dans tout document établissant l'accord du cessionnaire et du cédant.

7.3 Les détails de chaque cession d'actions doivent être inscrits dans le registre des actions conformément aux articles 7.2 et 8 des statuts.

Art. 8. Registre des actions.

8.1 Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société et pourra y être consulté par tout actionnaire de la Société. Ce registre contiendra en particulier le nom de chaque actionnaire, sa résidence, son siège social ou principal, le nombre d'actions qu'il détient et leur classe, l'indication des sommes payées pour ces actions, tout transfert les concernant, les dates de ceux-ci selon l'article 7 des présents statuts, ainsi que toutes garanties accordées sur les actions.

8.2 Chaque actionnaire notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'actionnaire.

Art. 9. Conseil d'Administration.

9.1.1 La Société sera administrée par un conseil d'administration composé d'au moins quatre (4) membres permanents (les «Administrateurs»; un «Administrateur» désigne l'un d'entre eux), qui peuvent ne pas être actionnaires de la Société (le «Conseil d'Administration»).

9.1.2 Les Administrateurs seront élus par l'Assemblée Générale des Actionnaires qui déterminera leurs émoluments et la durée de leur mandat.

9.1.3 Si une personne morale est nommée au poste d'Administrateur de la Société, cette personne devra désigner une personne physique comme représentant permanent, qui exercera le mandat au nom et pour le compte de cette personne morale. La personne morale susvisée ne peut démettre son représentant permanent qu'à la condition de lui avoir déjà désigné un successeur. Une personne physique ne peut être le représentant permanent que d'un (1) Administrateur et ne peut pas en même temps être lui-même Administrateur.

9.2 La durée du mandat d'un Administrateur ne peut excéder cinq (5) ans et tout Administrateur exercera son mandat jusqu'à ce que son successeur ait été élu. Tout Administrateur sortant peut également être réélu pour des périodes successives.

9.3 Tout Administrateur peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

9.4 Le Conseil d'Administration doit choisir parmi ses membres un président du Conseil d'Administration (le «Président»). Il peut aussi élire un ou plusieurs vice-présidents du Conseil d'Administration (les «Vice-Présidents»; l'un d'eux un «Vice-Président»).

9.5 Le Conseil d'Administration désignera également un secrétaire, qui ne doit pas être un Administrateur (le «Secrétaire»). Le Secrétaire sera chargé de conserver les procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration, d'assurer le travail administratif et les autres tâches imposées par le Conseil d'Administration.

9.6.1 Dans l'hypothèse où un poste d'Administrateur devient vacant à la suite d'un décès, d'une incapacité juridique, d'une faillite, d'une retraite, d'une démission ou tout autre raison, cette vacance peut être provisoirement comblée par les Administrateurs restant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires, qui se prononcera sur une nomination permanente, si cela est appropriée.

9.6.2 Si, dans le cas où il existe plusieurs actionnaires, le nombre total des membres du Conseil d'Administration devient inférieur à quatre (4), cette vacance doit être comblée sans délai soit par l'Assemblée Générale des Actionnaires, qui se prononcera sur la nomination permanente, soit par les Administrateurs restants qui se prononceront sur une nomination temporaire.

9.6.3 Tout Administrateur désigné dans les conditions ci-dessus achèvera le mandat de l'Administrateur à qui il succède.

Art. 10. Réunions et Décisions du Conseil d'Administration.

10.1 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou par une majorité d'Administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation tel que décrit à l'article 10.2 ci-dessous.

10.2.1 Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par écrit, par courrier, télécopie, courrier électronique (e-mail) ou autres moyens similaires de communication, par le Président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par l'un des Vice-Présidents ou, en leur absence, par un Administrateur désigné par les autres Administrateurs pour le remplacer.

10.2.2 Un avis de convocation écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les Administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion tel que décrit ci-dessus à l'article 10.2.1, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation.

10.2.3 Il peut être passé outre la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment écrit de chaque Administrateur par courrier, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication, une copie d'un tel document écrit étant suffisante

pour le prouver. Un avis de convocation n'est pas non plus requis pour des réunions du Conseil d'Administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration. De même, un tel avis n'est pas requis dans le cas où tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés à une réunion du Conseil d'Administration, ou dans le cas de décisions écrites conformément aux présents statuts.

10.3 Le Président doit présider, lorsqu'il est présent, à toutes les réunions du Conseil d'Administration et doit avoir les pouvoirs et les obligations qui lui sont conférés de temps en temps par le Conseil d'Administration. En son absence, tout Vice-Président présidera la réunion du Conseil d'Administration. En l'absence à la fois du Président et des Vice-Présidents, les membres du Conseil d'Administration peuvent nommer un autre Administrateur comme président de pro tempore par un vote à la majorité des Administrateurs présents ou représentés à toute réunion. Les Vice-Présidents doivent agir en qualité de remplaçant pour le Président.

10.4 Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration.

10.5 Les décisions sont prises à la majorité des votes des Administrateurs présents ou représentés à chaque réunion du Conseil d'Administration. Au cas où le nombre de votes exprimés en faveur d'une résolution serait équivalent à celui exprimé contre cette résolution, le Président, ou en son absence le président de la réunion aura voix prépondérante.

10.6 Tout Administrateur se trouvant dans l'impossibilité d'être présent à une réunion du Conseil d'Administration peut se faire représenter en désignant sous forme écrite par courrier, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire, un autre Administrateur comme son mandataire, une copie étant suffisante pour le prouver. Un Administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

10.7 Tout Administrateur qui participe à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à cette réunion, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité. La participation à une réunion par ces moyens sera censée s'être tenue au siège social de la Société.

10.8 Nonobstant ce qui précède, une résolution du Conseil d'Administration peut également être valablement prise par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire, à condition que chaque Administrateur ait exprimé son accord en signant le document contenant le texte de cette résolution. La date de cette résolution sera celle de la dernière approbation.

10.9 L'Administrateur qui est susceptible d'avoir un intérêt opposé à celui de la Société dans le cadre d'une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir celui-ci et de le faire mentionner au procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations relatives à cette affaire lors de cette réunion. Il sera fait mention à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires, avant le vote concernant les autres résolutions, des affaires par rapport auxquelles un Administrateur avait un conflit d'intérêt.

10.10 Les membres du Conseil d'Administration ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements pris par eux au nom de la Société. Les Administrateurs ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

10.11 Si lors d'une réunion du Conseil d'Administration réunissant le quorum nécessaire pour délibérer valablement, un ou plusieurs Administrateurs s'abstiennent en vertu de l'article 10.9, les décisions peuvent être valablement prises à la majorité des autres membres présents ou représentés.

10.12 Les délibérations du Conseil d'Administration seront conservées sous forme de procès-verbaux écrits, signés par le Président et le Secrétaire du Conseil d'Administration. Ils seront approuvés par le Conseil d'Administration lors de sa prochaine réunion. Les procurations y resteront annexées. Toute copie ou extrait des procès-verbaux requis à l'usage de la justice ou ailleurs sera signé par le Président, pour par le Secrétaire, ou par deux (2) Administrateurs ayant assisté à la réunion.

Art. 11. Pouvoirs du Conseil d'Administration.

11.1 Les Administrateurs ne peuvent agir que lors des réunions du Conseil d'Administration dûment convoquées, ou par consentement écrit conformément aux dispositions des présents statuts.

11.2 Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes d'administration ou de disposition qui sont nécessaires ou utiles dans l'intérêt de la Société. Il a dans sa compétence tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée Générale des Actionnaires par la loi ou les présents statuts.

Art. 12. Délégation de pouvoirs.

12.1 Le Conseil d'Administration peut déléguer de manière générale ou ponctuellement la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi sur les Sociétés»), à un ou plusieurs comité(s) exécutif(s) ou autre(s), qu'ils soient composés de ses propres membres ou non, ou à deux (2) ou plusieurs Administrateurs, gérants ou autres mandataires qui peuvent agir conjointement.

12.2 Le Conseil d'Administration détermine l'étendue des pouvoirs, les conditions du retrait et la rémunération attachées à ces délégations de pouvoir y compris le pouvoir de subdéléguer.

12.3 Conformément aux dispositions ci-dessus, le Conseil d'Administration déléguera la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société à l'égard des tiers en rapport à cette gestion à un organe exécutif (le «Group Executive Management» ou «GEM») qui détermine et coordonne la gestion des différents départements et branches d'activité de la Société. Le GEM fera son rapport au Conseil d'Administration.

12.4 La délégation à un Administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

12.5 La Société sera engagée à l'égard des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe de deux (2) Administrateurs ou par la ou les signature(s) de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration. Dans les limites de la gestion journalière, la Société sera valablement engagée à l'égard des tiers par la signature de toute(s) personnes(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué agissant seule ou conjointement conformément aux règles d'une telle délégation.

12.6 Le Conseil d'Administration peut créer de temps en temps un ou plusieurs comité(s) composé(s) de membres du Conseil d'Administration et/ou de personnes externes qu'il pourra consulter quand il le jugera approprié.

12.7 Conformément à l'article 12.6 ci-dessus, le Conseil d'Administration peut créer un comité des utilisateurs (le «Comité des Utilisateurs»). Le Comité des Utilisateurs fera son rapport au Conseil d'Administration.

Art. 13. Confidentialité. Même après la cessation de leur mandat ou fonction, tout membre du Conseil d'Administration, de même que toute personne invitée à participer à une réunion du Conseil d'Administration, ne devra pas divulguer des informations sur la Société qui pourraient avoir des conséquences défavorables pour celle-ci, à moins que cette révélation ne soit exigée par une disposition légale ou réglementaire applicable aux bases centrales de données des transactions (trade repositories) ou sociétés anonymes.

Art. 14. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

14.1 Les actionnaires de la Société exercent leurs droits collectifs dans l'assemblée générale des actionnaires, qui constitue un des organes de la Société (l'«Assemblée Générale des Actionnaires»).

14.2 Si la Société ne possède qu'un (1) seul actionnaire, cet actionnaire exercera les pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires. Dans ce cas et lorsque le terme «actionnaire unique» n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence à «l'Assemblée Générale des Actionnaires» utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à «l'actionnaire unique».

14.3 L'Assemblée Générale des Actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et par les présents statuts.

Art. 15. Convocation de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

15.1 L'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société peut à tout moment être convoquée, selon le cas, par le Conseil d'Administration ou par le(s) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, pour être tenue au lieu et date précisés dans l'avis de convocation. Cet avis doit être signé par le Président du Conseil d'Administration, envoyé par lettre recommandée, au moins huit (8) jours calendaires avant l'assemblée, à chaque actionnaire à l'adresse inscrite au registre des actions, ou selon d'autres instructions reçues par cet actionnaire.

15.2 L'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires de la Société doit être tenue le deuxième mardi du mois de juin à 17 heures à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation. Si ce jour est un jour férié légal ou bancaire à Luxembourg ou en Espagne, l'assemblée aura lieu le premier jour ouvrable suivant, à la même heure.

15.3 Les Assemblées Générales annuelles des Actionnaires de la Société peuvent se tenir à l'étranger si, selon une décision définitive et absolue du Conseil d'Administration, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

15.4 L'avis de convocation à toute Assemblée Générale des Actionnaires doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, et cet avis doit être envoyé tel que décrit à l'article 15.1.

15.5 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et considèrent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, l'Assemblée Générale des Actionnaires peut avoir lieu sans convocation préalable.

15.6 Tous transferts d'actions seront suspendus pendant les huit (8) jours calendaires précédant la date de toute Assemblée Générale des Actionnaires.

Art. 16. Conduite de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

16.1 Les affaires traitées lors d'une Assemblée Générale des Actionnaires seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour et aux affaires connexes à ces points.

16.2 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à toute Assemblée Générale des Actionnaires, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'Assemblée Générale des Actionnaires, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient actionnaires ou membres du Conseil d'Administration. Le bureau de l'assemblée s'assure spécialement que l'assemblée soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité, au décompte des votes et à la représentation des actionnaires.

16.3 Une liste de présence doit être tenue à toute Assemblée Générale des Actionnaires.

16.4 Chaque action donne droit à un (1) vote, sous réserve des dispositions de la loi.

16.5 Sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts, les décisions d'une Assemblée Générale des Actionnaires valablement convoquée seront adoptées à la majorité simple des votes valablement exprimés, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté.

16.6 Un actionnaire peut agir à toute Assemblée Générale des Actionnaires en désignant une autre personne, actionnaire ou non, comme son mandataire, par procuration écrite et signée, transmise pas courrier, télécopie, e-mail ou par tout autre moyen de communication, une copie de cette procuration étant suffisante pour la prouver. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les actionnaires.

16.7 Tout actionnaire qui prend part à une Assemblée Générale des Actionnaires par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à l'assemblée s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à l'assemblée, est censé être présent pour le calcul de quorum et de la majorité.

16.8 Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes les autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir prendre part à toute Assemblée Générale des Actionnaires.

16.9 Les délibérations des Assemblées Générales des Actionnaires seront consignées dans des procès-verbaux qui seront signés par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout actionnaire qui en fait la demande.

16.10 Les copies ou extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président du Conseil d'Administration, par le Secrétaire ou par deux (2) Administrateurs qui ont assisté à l'assemblée.

Art. 17. Modification des statuts. Sous réserve des termes et conditions prévus par la loi, les présents statuts peuvent être modifiés par une décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires, adoptée à la majorité des deux tiers (2/3) des votes valablement exprimés lors d'une assemblée où au moins la moitié du capital social émis de la Société est présente ou représentée au premier vote. Au second vote, la décision sera adoptée à la majorité des deux tiers (2/3) des votes valablement exprimés lors de l'assemblée, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

Art. 18. Supervision et Audit. Les opérations de la Société et les comptes annuels sont surveillés et contrôlés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise agréés indépendants, actionnaire ou non, désigné par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions légales en vigueur.

Art. 19. Comptes annuels.

19.1 L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

19.2 Le Conseil d'Administration dresse le bilan et le compte des profits et pertes le trente et un décembre de chaque année.

Art. 20. Distribution des bénéfices.

20.1 Cinq pour cent (5%) au moins du bénéfice net de la Société seront prélevés chaque année afin de constituer la réserve légale. Ce prélèvement annuel cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit.

20.2 Les sommes allouées à la Société par un actionnaire peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'actionnaire accepte cette affectation.

20.3 En cas de réduction de capital, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social émis.

20.4 Aux conditions et termes prévus par la loi, et sur recommandation du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale des Actionnaires décidera de la manière dont le reste des bénéfices annuels nets sera affecté, conformément à la loi et aux présents statuts.

Art. 21. Dividendes provisoires - Prime d'émission.

21.1 Aux conditions et termes prévus par la loi, le Conseil d'Administration pourra procéder à la distribution de bénéfices provisoires.

21.2 La prime d'émission, le cas échéant, est librement distribuable aux actionnaires par une résolution des actionnaires ou des Administrateurs, sous réserve de toute disposition légale concernant l'inaliénabilité du capital social et de la réserve légale.

Art. 22. Liquidation.

22.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physique ou morales, nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires qui décide de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun.

22.2 Les produits nets de la liquidation seront distribués par le(s) liquidateur(s) aux actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent.

Art. 23. Loi applicable. Les présents statuts doivent être lus et interprétés selon le droit luxembourgeois, auquel ils sont soumis. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi sur les Sociétés.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2011.
- 2) La première Assemblée Générale annuel des Actionnaires aura lieu en 2012.
- 3) Les bénéfices provisoires peuvent être aussi distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et Paiement

Toutes les actions ont été souscrites comme suit:

- 1) Clearstream, susnommée,
pour la souscription de dix-huit mille (18.000) actions ordinaires, Clearstream a payé entièrement par un apport en cash un montant d'un million huit cent mille euros (EUR 1.800.000); et
 - 2) Iberclear, susnommée,
pour la souscription de dix-huit mille (18.000) actions ordinaires,
Iberclear a payé entièrement dix mille (10.000) actions ordinaires par un apport en cash d'un montant d'un million d'euros (EUR 1.000.000), et
la souscription de huit mille (8.000) actions ordinaires à été payée par un apport en nature qui consiste en un logiciel développé en interne par Iberclear et dont la valeur a été établie, sur la base d'un rapport d'auditeur indépendant conformément aux articles 26-1 (2), 26-1 (3) et 27 (9) de la Loi sur les Sociétés, à huit cent mille euros (EUR 800.000.-).
- La somme de deux millions huit cent mille EUROS (EUR 2.800.000,-) se trouve dès à présent à la disposition de la Société, ainsi qu'il a été justifié au notaire.

Iberclear, agissant par son mandataire dûment nommé, déclare (i) que l'apport est libre de tout droit ou charge, (ii) qu'il existe aucune interdiction à la libre transférabilité de cet apport à la Société et (iii) que de instructions ont été valablement données d'effectuer toutes les notifications, enregistrements ou tout autres formalités nécessaires à la réalisation de transfert de l'apport à la Société.

Iberclear a ensuite repris les conclusions du rapport sur l'apport en nature qui sont les suivantes:

«Sur la base des procédures applicables telles que décrites ci-dessus, rien n'a attiré notre attention et nous pousserait à croire que la valeur de l'Apport n'est pas égale au nombre et à la valeur de 8.000 actions ordinaires d'une valeur de 100 euros chacune.»

Le rapport sur l'apport en nature, signé ne varietur, par le mandataire et par le notaire soussigné, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26, 26-1 (2), 26-1 (3), 26-3 et 26-5 de la Loi sur les Sociétés et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelques formes que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à trois mille trois cents Euros (EUR 3.300.-).

Assemblée générale des actionnaires

Les actionnaires constituant, représentant l'intégralité du capital émis de la Société et considérant avoir été dûment convoqués, ont immédiatement procédé à la tenue d'une Assemblée Générale des Actionnaires. Après avoir vérifié que l'assemblée est valablement constituée, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

1. Le nombre des membres du Conseil d'Administration a été fixé à quatre (4) membres
2. Les personnes suivantes ont été nommées Administrateurs de la Société:
 - a. Jeff Tessler, banquier, né à New Jersey, Etats-Unis, le 17 août 1954 et résident professionnellement 42, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, en qualité d'Administrateur;
 - b. José Massa Gutierrez del Alamo, économiste, né à Ferrol, La Coruña, Espagne, le 28 août 1954 et résident professionnellement Plaza de la Lealtad 1, 28014, Madrid, Espagne, en qualité d'Administrateur;
 - c. Phil Brown, banquier, né à Prescott, Royaume-Uni, le 22 Janvier 1968 et résident professionnellement 42, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, en qualité d'Administrateur;
 - d. Jesus Benito Naveira, économiste, né à Madrid, Espagne, le 29 janvier 1964 et résident professionnellement Plaza de la Lealtad 1, 28014, Madrid, Espagne, en qualité d'Administrateur;

3. Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs remplaçants:

a. María Elena Carnicero Alonso, économiste, née à Madrid, Espagne le 31 décembre 1963, et résident professionnellement Plaza de la Lealtad 1, 28014, Madrid, Espagne, en qualité d'administratrice remplaçante

b. Thilo Derenbach, banquier, né à Aachen, Allemagne, le 3 février 1974 et résident professionnellement Neue Börsestrasse 1, 60487 Frankfurt am Main, Germany, en qualité d'administrateur remplaçant.

4. Le mandat des Administrateurs, des administrateurs remplaçants se termine à la date à laquelle l'Assemblée Générale des Actionnaires décide de l'approbation des comptes de la Société pour l'exercice social 2015.

5. L'adresse du siège social de la Société est fixée au 42, avenue J-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

6. Les personnes suivantes ont été nommées réviseur agréé indépendant de la Société:

KPMG AUDIT, avec siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

7. Le mandat du réviseur agréé indépendant se termine à la date à laquelle l'Assemblée Générale des Actionnaires décide de l'approbation des comptes de la Société pour l'exercice social 2012 ou à toute date antérieure déterminée par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise et suivi d'une traduction en français. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte en langue anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, à la date indiqué au début de ce document.

L'acte ayant été lu au/aux représentants des comparants, le/les représentants a/ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: T. DERENBACH, C. FORINA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 décembre 2010. Relation: LAC/2010/55571. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Référence de publication: 2010173203/792.

(100200783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2010.

Oberweis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 1, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 8.781.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011003322/10.

(110003030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Auto 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 109.054.

L'an deux mille dix, le deux décembre

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «AUTO 2 S.A.», ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, constituée en Italie le 27 avril 1991 et dont le siège a été transféré au Grand-Duché de Luxembourg suivant acte reçu Maître Henri HELLINCKX, alors notaire de résidence à Mersch en date du 20 juin 2005, publié au Mémorial, C Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 1222 du 17 novembre 2005, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Frédérique VIGNERON, employée privée, demeurant à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire Madame Solange WOLTER-SCHIERES, employée privée, demeurant à Schouweiler.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Katia ROTI, employée privée, demeurant à Luxembourg.

La présidente déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les QUATRE CENT MILLE (400.000) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1.- Réduction de capital à concurrence de QUATRE CENT MILLE EUROS (EUR 400.000,-) pour le ramener de son montant actuel de HUIT CENT MILLE EUROS (EUR 800.000,-) à QUATRE CENT MILLE EUROS (EUR 400.000,-), par annulation de DEUX CENT MILLE (200.000) actions de valeur nominale DEUX EUROS (EUR. 2,-) et en allouant la somme de QUATRE CENT MILLE EUROS (EUR 400.000,-) au compte des réserves.

2.- Transformation de la forme juridique de la Société de société anonyme en société à responsabilité limitée.

3.- Refonte des statuts.

4.- Nomination du gérant.

5.- Transfert du siège social de L-2449 Luxembourg 8, boulevard Royal vers I- 37132 Vérone Via Canobbio n.34

6.- Décision corrélative d'adoption de la nationalité italienne.

7.- Confirmation que tous les actifs et passifs de la société luxembourgeoise, sans limitation resteront la propriété de la société en Italie.

8.- Décision d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société et de leur accorder décharge pour l'exécution de leurs mandats.

9.- Décision quant à la nomination de l'administrateur et du collegio sindacale en Italie.

10.- Décision de continuer l'activité en Italie sous la dénomination AUTO 2 SRL et refonte complète des statuts en vue de les adapter aux dispositions de la loi italienne.

11.- Donner mandat pour procéder à toutes les démarches nécessaires prévues par la loi italienne et luxembourgeoise, tant en Italie qu'au Grand-Duché de Luxembourg en relation avec le transfert de siège.

12.- Divers.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de QUATRE CENT MILLE EUROS (EUR 400.000,-) pour le ramener de son montant actuel de HUIT CENT MILLE EUROS (EUR 800.000,-) à QUATRE CENT MILLE EUROS (EUR 400.000,-), par annulation de DEUX CENT MILLE (200.000) actions de valeur nominale DEUX EUROS (EUR. 2,-) et en allouant la somme de QUATRE CENT MILLE EUROS (EUR 400.000,-) au compte des réserves.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transformer conformément à la faculté prévue à l'article 3 de la loi sur les sociétés commerciales la Société en société à responsabilité limitée sans changement de la personnalité juridique de la Société.

Les DEUX CENT MILLE (200.000) actions sont échangées contre DEUX CENT MILLE (200.000) parts sociales détenues comme suit:

- La société COLLEONI S.A. ayant son siège social à L-2449 Luxembourg 8 Boulevard Royal à concurrence de CENT TRENTE-HUIT MILLE (138.000) parts sociales

- Madame Carla COLLEONI demeurant à I-37129 Vérone Via XX Settembre n.29 à concurrence de DEUX MILLE (2.000) parts sociales

- Monsieur Ferdinando COSTANZI demeurant à Todi à concurrence de SOIXANTE MILLE (60.000) actions

Troisième résolution

L'assemblée décide la refonte des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre le comparant et tous ceux qui par la suite pourraient devenir propriétaires de parts sociales une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société a également pour objet le commerce au détail de véhicules en tout genre.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire de l'intermédiation sur les marchés.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social."

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de «AUTO 2 S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de QUATRE CENT MILLE EUROS (EUR 400.000,-), représenté par DEUX CENT MILLE (200.000) parts sociales de valeur nominale DEUX EUROS (EUR. 2,-).

Art. 7. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, voire de l'associé unique, ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix de la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par celui-ci.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et de leur accorder décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour et de nommer comme gérant de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Gastone COLLEONI, demeurant à I-37129 Vérone, Via XX Settembre n.29

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'approuver le bilan et le compte de pertes et profits au 31 octobre 2010 qui sera considéré comme bilan de clôture à Luxembourg et bilan d'ouverture en Italie et de transférer le siège social, administratif et le siège de direction effective avec effet à la date de ce jour du Grand-Duché de Luxembourg, L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal en Italie à I-37132 Vérone Via Canobbio n.34, et de faire adopter par la société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et de transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une personne juridique nouvelle

L'assemblée constate que cette résolution a été prise en conformité de l'article 67-1 (1) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Sixième résolution

L'assemblée confirme que tous les actifs et passifs sans limitation resteront la propriété de la société dont le siège est transféré en Italie.

Septième résolution

L'assemblée décide de nommer comme administrateur de la société en Italie:

Monsieur Gastone COLLEONI, prénommé, et de nommer au «Collegio Sindacale»:

Monsieur Pietro Monti, demeurant à I-38068 Rovereto (Tn), Via Prati 16, Revisore Contabile (G.U. Suppl. 31 bis, IV Serie Speciale del 21/04/1995) - President;

Madame Silvia Arlanch, demeurant à I-38068 Rovereto (I), Via Monte Pipel 23, , Revisore Contabile (G.U. Suppl. 31 bis, IV Serie Speciale del 21/04/1995) Sindaco effettivo;

Monsieur Renato Bighelli, demeurant à I-37100 Verona, Via Virgilio Zavarise 2, Revisore Contabile (G.U. Suppl. 31 bis, IV Serie Speciale del 21/04/1995) Sindaco Effettivo;

Madame Daniela Bighelli, demeurant à I-37100 Verona, Via Euclide 6, Revisore Contabile (G.U. n. 031, del 18/04/2003), sindaco supplente;

Monsieur Francesco Dalla Sega, demeurant à I-38054 Siror (Tn), Via Laghetto 33, sindaco supplente.

Huitième résolution

Consécutivement à l'adoption de la cinquième résolution, il a été unanimement décidé de continuer l'activité en Italie sous la dénomination AUTO 2 S.r.l. et de modifier les statuts de la société afin de les mettre en conformité avec la loi italienne:

STATUTO DELLA SOCIETA' "AUTO 2 S.R.L."

Art. 1. Denominazione. E' costituita la società a responsabilità limitata denominata "AUTO 2 S.R.L."

Art. 2. Sede.

2.1 Sede della società

La società ha sede nel Comune di Verona all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il Registro delle Imprese a sensi dell'art. 111-ter delle disposizioni di attuazione del codice civile.

2.2 Unità locali, trasferimento all'interno del Comune

L'Organo Amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative (ad esempio succursali, filiali o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza), ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopra indicato sub 2.1; spetta invece all'assemblea decidere il trasferimento della sede in Comune diverso da quello sopra indicato sub 2.1.

Il domicilio dei soci, per quanto riguarda i loro rapporti con la società, è quello risultante dal Registro delle Imprese.

Art. 3. Oggetto. La società ha per oggetto le seguenti attività:

- acquisto di partecipazioni sotto qualsiasi forma esse siano, all'interno di altre società, lussemburghesi o straniere e delle loro filiali;
- gestione, controllo e valorizzazione di queste partecipazioni;
- commercio al dettaglio di veicoli di ogni genere;
- possesso e gestione di immobili siti in Lussemburgo o all'estero;
- acquisto, anche per mezzo di apporto, conferimento e opzione, di beni immobili e mobili di ogni genere;

- vendita, cessione, permuta, ed ogni altro atto di trasferimento dei medesimi;
- acquisto e vendita di tutti i brevetti ed altri diritti correlati a questi brevetti o che possano completarli.

La società può compiere tutte le operazioni commerciali, industriali, finanziarie, immobiliari e mobiliari, ritenute necessarie od utili per il conseguimento dell'oggetto sociale, compresa la prestazione di garanzie (reali e personali), anche a favore di terzi. Può assumere partecipazioni, anche azionarie, ed acquistare quote di altre società o imprese. Tali attività devono essere effettuate in modo non prevalente e comunque in ottemperanza e nei limiti di cui alla normativa vigente, con esclusione di qualsiasi operazione inerente l'esercizio del credito, la raccolta del risparmio tra il pubblico ed il collocamento presso terzi di quote, interessenze e partecipazioni in società di qualunque tipo o in imprese.

Art. 4. Durata. La durata della società è fissata fino al trentuno dicembre duemilacentesimo; tale termine può essere anticipato o prorogato con deliberazione dell'Assemblea dei soci.

Ciascun socio, potrà esercitare, in ogni momento, il diritto di recesso, nelle modalità e nei casi previsti dall'art. 19, previo preavviso di almeno sei mesi, da comunicarsi alla società a mezzo di raccomandata.

Il recesso sarà efficace nei confronti della società solo dopo il decorso del suddetto termine di preavviso.

Art. 5. Capitale sociale e quote. Il capitale è di Euro 400.000 (quattrocentomila).

La partecipazione di ciascun socio non può essere di ammontare inferiore ad un Euro o a multipli di un Euro.

Il capitale può essere aumentato anche a titolo gratuito.

Art. 6. Aumento a pagamento e riduzione del capitale.

6.1 Aumento di capitale a pagamento

Il capitale può essere aumentato a pagamento, anche mediante conferimento di beni in natura e di crediti.

Possono essere conferiti, a liberazione dell'aumento a pagamento del capitale, tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica, compresi la prestazione d'opera o di servizi a favore della società, nel rispetto dell'art. 2464 c.c., quanto alla necessaria garanzia degli obblighi assunti dal socio; la deliberazione di aumento del capitale deve stabilire le modalità del conferimento: in mancanza di qualsiasi indicazione il conferimento deve farsi in denaro. In caso di aumento del capitale a pagamento, l'offerta di opzione ai soci, in proporzione alle rispettive partecipazioni, deve essere depositata presso il competente Registro delle Imprese.

Il diritto di opzione deve essere esercitato dai soci, a pena di decadenza, entro il termine di trenta giorni dalla pubblicazione dell'offerta.

Ai soci che hanno esercitato il diritto di opzione è riconosciuto il diritto di prelazione sulle quote non optate, secondo le modalità e i termini disciplinati nel successivo articolo.

6.2 Riduzione per perdite

In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito presso la sede sociale, almeno otto giorni prima dell'assemblea, della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni del Collegio Sindacale o del revisore, se nominati, qualora consti il consenso unanime di tutti i soci. La rinuncia a detto deposito deve essere confermata in sede assembleare e deve risultare dal relativo verbale.

Art. 7. Trasferimento della quota di partecipazione per atto tra vivi Le quote di partecipazione sono liberamente trasferibili a favore degli altri soci, del coniuge e dei parenti in linea retta del socio.

In ipotesi di vendita, in tutto o in parte, della quota di partecipazione o di costituzione sulla medesima di diritti reali a favore di altri soggetti, è riconosciuto ai soci il diritto di prelazione, il cui esercizio è disciplinato nel seguente modo:

- la denuntiatio deve pervenire agli altri soci a mezzo di raccomandata A.R. e contenere il valore nominale della quota in oggetto, il nominativo dell'acquirente, il prezzo e le condizioni di pagamento;
- gli altri soci possono esercitare il diritto loro riconosciuto, comunicandolo all'offerente, mediante raccomandata A.R., entro trenta giorni dalla data di ricevimento della denuntiatio;
- non è ammesso l'esercizio parziale del diritto di prelazione e, in ipotesi di più prelatori, la quota verrà acquistata in proporzione alla rispettiva partecipazione al capitale;
- in caso di mancata risposta nel termine di cui sopra, l'offerta di prelazione si intende rifiutata ed il socio offerente è libero di trasferire la propria quota alle condizioni specificate nella denuntiatio, purché entro il termine di tre mesi dalla decadenza o dalla rinuncia al diritto di prelazione.

L'inosservanza della disciplina in tema di prelazione comporta l'inefficacia del trasferimento della quota nei confronti della società e dei soci.

Art. 8. Morte del socio. In caso di morte di un socio, la quota di partecipazione di quest'ultimo si trasferisce agli eredi e/o legatari, qualora si tratti di altri soci, del coniuge o di parenti in linea retta.

Ove questi ultimi costituiscano una pluralità di soggetti, i medesimi dovranno nominare, ai sensi dell'art. 2468, quinto comma, c.c., un rappresentante comune, salva la facoltà di procedere alla divisione della quota caduta in successione.

Negli altri casi viene riconosciuto ai soci superstiti il diritto di continuare la società con gli eredi e/o legatari del defunto, se questi vi consentano, ovvero di liquidare agli stessi il valore della quota, sulla base della situazione patrimoniale della società alla data del decesso.

In caso di liquidazione della quota, quest'ultima si accrescerà proporzionalmente ai soci superstiti.

La liquidazione dovrà avvenire entro sei mesi dal giorno del decesso, con decorrenza, da tale data, degli interessi legali.

La volontà dei soci superstiti e degli eredi e/o legatari di continuare la società, ovvero la liquidazione della quota agli eredi e/o legatari, dovrà risultare da atto idoneo a consentirne la pubblicità nel Registro delle Imprese.

Art. 9. Usufrutto, Pegno e sequestro sulle quote.

In caso di usufrutto e/o pegno sulle quote:

- il diritto di voto spetta all'usufruttuario e/o al creditore pignoratizio;
- il diritto dell'usufruttuario e/o del creditore pignoratizio, in caso di aumento di capitale, sia gratuito che a pagamento, si estende alle quote assegnate gratuitamente o sottoscritte dal socio-nudo proprietario e/o pignorato;
- il socio nudo-proprietario e/o pignorato, in caso di aumento a pagamento, è obbligato a versare il prezzo di emissione e su tale importo l'usufruttuario e/o il creditore pignoratizio deve corrispondergli l'interesse legale.

Art. 10. Decisioni dei soci.

10.1 Competenze dei soci

I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente Statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina degli amministratori e la loro revoca;
- c) la nomina nei casi previsti dalla legge dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore e la loro revoca;
- d) le modificazioni dell'atto costitutivo (e/o statuto);
- e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci.

Con riferimento alle materie di cui alle lettere d) ed e), oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o i soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci debbono essere necessariamente adottate mediante deliberazione assembleare di cui al successivo art. 11.

In ogni altro caso, invece, le decisioni dei soci possono essere adottate, oltre che con il metodo assembleare, anche con il metodo della consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto.

10.2 Diritto di partecipazione

Ogni socio cui spetti il diritto di voto ha diritto di partecipare alle decisioni di cui al presente articolo ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

Non possono partecipare alle decisioni, sia che esse vengano adottate con il metodo assembleare, sia che esse vengano adottate con il metodo della consultazione scritta o del consenso espresso per iscritto, i soci morosi (ai sensi dell'art. 2466 c.c) ed i soci titolari di partecipazioni per le quali espresse disposizioni di legge dispongono la sospensione del diritto di voto.

10.3 Consultazione scritta

Per "consultazione scritta" si intende il procedimento avviato da uno o più amministratori o da tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale con cui si propone la deliberazione ai soci, con comunicazione scritta inviata a mezzo lettera raccomandata o telegramma spediti al domicilio risultante dal Registro delle Imprese o a mezzo telefax o messaggio di posta elettronica inviati rispettivamente al numero di fax o all'indirizzo di posta elettronica comunicati alla società ed annotati nel Registro delle Imprese.

Dal documento scritto dovranno risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto di decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione;
- l'indicazione dei soci consenzienti;
- l'indicazione dei soci contrari o astenuti, e, su richiesta degli stessi, l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;
- la sottoscrizione di tutti i soci, sia consenzienti sia astenuti sia contrari.

La risposta dei soci alla consultazione deve essere apposta in calce alla proposta con la dicitura "favorevole" o "contrario", le eventuali osservazioni a supporto del voto espresso, la data e la sottoscrizione.

La decisione si intende adottata ove pervengano presso la sede sociale, entro trenta giorni dall'invio della proposta di decisione, i voti favorevoli di tanti soci che rappresentino la maggioranza prescritta dal presente statuto.

La mancata risposta equivale a voto contrario.

La data delle decisioni è quella in cui è pervenuta presso la sede sociale l'ultimo voto favorevole necessario per l'approvazione della decisione.

10.4 Consenso espresso per iscritto

Nel caso si opti per il sistema del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento scritto dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto di discussione;
- il contenuto e le risultanze della decisione.

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti i soci, i quali, entro i cinque giorni successivi, dovranno trasmettere alla società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario, ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione dei soci entro il termine suddetto equivale a voto contrario.

Le trasmissioni previste nel presente comma potranno avvenire, nell'indirizzo indicati nel Registro delle Imprese, con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

10.5 Maggioranza per capitale

Le decisioni dei soci sono prese con il voto favorevole dei soci che rappresentino più della metà del capitale sociale.

Si considerano votanti i soci consenzienti e dissenzienti, con esclusione dei soci astenuti.

10.6 Trascrizione decisione

Le decisioni dei soci, adottate ai sensi del presente articolo, dovranno essere trascritte, senza indugio, nel Libro delle decisioni dei soci, e conservate tra gli atti sociali.

Art. 11. Assemblea.

11.1 Competenza dell'assemblea

Devono essere sempre adottate mediante deliberazione assembleare le decisioni dei soci che riguardano le modificazioni dell'atto costitutivo e dello statuto, oppure il compimento di operazioni che comportano una sostanziale modifica dell'oggetto sociale determinato nell'atto costitutivo o una rilevante modifica dei diritti dei soci, e comunque quando lo richiedono uno o più amministratori o i soci che rappresentino almeno un terzo del capitale.

11.2 Convocazione

L'Assemblea viene convocata dall'Organo amministrativo con avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza, mediante lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo fatto pervenire ai soci al domicilio risultante dal Registro delle Imprese (nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi simili, l'avviso deve essere spedito al numero di telefax, all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito che siano stati comunicati dal socio e che risultino dal Registro delle Imprese).

Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

L'assemblea può essere convocata dall'Organo Amministrativo anche fuori della sede sociale, purché in Italia.

L'assemblea per l'approvazione del bilancio deve essere convocata entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale e, quando particolari esigenze della società relative alla struttura e all'oggetto della società, ritenute idonee dall'Organo Amministrativo, lo richiedano, anche entro centottanta giorni.

11.3 Assemblea totalitaria

L'assemblea può validamente costituirsi, anche in mancanza delle suddette formalità, qualora sia presente o rappresentato l'intero capitale sociale e siano presenti o informati tutti gli Amministratori e tutti i componenti effettivi del Collegio Sindacale, se nominato; e nessuno si opponga alla trattazione dell'argomento.

Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da produrre al Presidente dell'Assemblea e da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

11.4 Intervento e rappresentanza

Sono legittimati ad intervenire in assemblea i soci che risultino iscritti nel Registro delle Imprese alla data dell'adunanza e non siano in mora nei versamenti delle quote; ogni socio avente diritto ad intervenire può farsi rappresentare da altra persona, anche non socio, con i limiti e secondo le modalità di cui all'art. 2372 c.c..

11.5 Diritto di voto

Ogni socio ha diritto ad un voto per ogni Euro di capitale sottoscritto.

Il voto deve essere palese o comunque deve essere espresso con modalità tali da consentire l'individuazione del socio votante, consenziente o dissenziente, o astenuto.

11.6 Presidente dell'assemblea

L'assemblea è presieduta, a seconda della forma dell'organo amministrativo, dall'Amministratore Unico, ovvero dal Presidente del Consiglio di Amministrazione, oppure dall'amministratore più anziano per età; in loro assenza o impedimento, è presieduta dalla persona designata con il voto della maggioranza per teste dei presenti.

Spetta al Presidente dell'Assemblea verificare la regolarità della costituzione dell'adunanza, accertare l'identità e la legittimazione all'intervento e al voto dei presenti, e, pertanto, disporre l'eventuale esclusione dall'assemblea dei non

legittimati, dirigere e regolare lo svolgimento della discussione, stabilire le modalità delle votazioni ed accertare e proclamare i risultati delle stesse.

11.7 Quorum costitutivo e deliberativo

L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza dei soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale.

L'assemblea delibera con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino più della metà del capitale sociale.

L'assemblea, regolarmente costituita, rappresenta l'universalità dei soci e le sue deliberazioni, prese in conformità alla legge e allo Statuto, obbligano tutti i soci, ancorchè non intervenuti o dissenzienti.

11.8 Verbalizzazione delle delibere

Le deliberazioni dell'assemblea sono constatate da verbale sottoscritto dal Presidente, dal Segretario ed, eventualmente, dagli scrutatori; nei casi previsti dalla legge, e quando il Presidente lo ritenga opportuno, il verbale è redatto da un Notaio.

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione di soci favorevoli, contrari, e astenuti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

Il verbale deve essere trascritto, a cura dell'Organo Amministrativo, sul libro delle decisioni dei soci.

11.9 Adunanze in audiovideoconferenza

Le adunanze dell'assemblea possono tenersi anche in audiovideoconferenza, alle seguenti condizioni, di cui si deve dare atto nei relativi verbali:

- presenza nello stesso luogo del Presidente e del Segretario, i quali provvedono alla redazione e alla sottoscrizione del verbale;
- possibilità, per il Presidente dell'assemblea, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, di regolare lo svolgimento dell'adunanza, e di constatare e proclamare i risultati della votazione;
- possibilità per il segretario verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- possibilità per gli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonchè di visionare, ricevere o trasmettere documenti;
- indicazione nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria) dei luoghi audio e video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il Presidente ed il segretario verbalizzante;
- necessità di predisposizione di tanti fogli presenze quanti sono i luoghi audio e video collegati in cui si tiene la riunione.

Art. 12. Amministrazione.

DISPOSIZIONI GENERALI

12.1 Organo amministrativo

La società può essere amministrata, alternativamente, a seconda di quanto stabilito dai soci in occasione della nomina:

- a) da un Amministratore Unico,
- b) da un Consiglio di Amministrazione, composto da due a cinque membri, secondo il numero che verrà determinato dai soci al momento della nomina,
- c) da due o più amministratori con poteri congiunti, disgiunti, o da esercitarsi a maggioranza.

Sia l'Amministratore Unico, che i componenti del Consiglio di Amministrazione, che gli amministratori, possono essere non soci e sono rieleggibili.

La scelta circa il sistema di amministrazione e, nel caso di consiglio, la fissazione del numero dei membri è rimessa alla decisione dei soci.

12.2 Durata

L'organo amministrativo dura in carica a tempo indeterminato, fino a revoca o a dimissioni, oppure per il minor periodo eventualmente stabilito con decisione dei soci.

In caso di nomina fino a revoca o dimissioni, è consentita la revoca in ogni tempo e senza necessità di motivazione.

12.3 Poteri di gestione e di rappresentanza

Gli Amministratori sono investiti dei più ampi poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione della società, per il conseguimento dell'oggetto sociale, senza limitazione alcuna, salve le competenze inderogabilmente riservate ai soci.

Nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, la rappresentanza generale, sostanziale e processuale della società, spetta al Presidente del Consiglio di Amministrazione, nonchè, nei limiti dei poteri attribuiti, al Consigliere delegato.

Nel caso di nomina di più amministratori, con poteri congiunti o disgiunti, la rappresentanza generale, sostanziale e processuale della società, spetta agli stessi in via congiunta o disgiunta, a seconda che i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, siano stati loro attribuiti in via congiunta o disgiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina in ordine alle modalità di esercizio dei poteri amministrativi e di rappresentanza, detti poteri si intenderanno

attribuiti agli amministratori in via disgiunta. In tale ipotesi ciascun amministratore ha diritto di opporsi all'operazione prima che sia compiuta: sull'opposizione decidono i soci.

Nel caso di nomina di un Amministratore Unico, la rappresentanza generale, sostanziale e processuale della società, spetta allo stesso in via esclusiva.

L'organo amministrativo ha facoltà di nominare direttori, institori, procuratori speciali e per determinate categorie di atti; in tal caso la rappresentanza spetta anche a tali soggetti, nei limiti dei poteri loro conferiti.

12.4 Compenso dell'Organo Amministrativo

Gli Amministratori della società hanno diritto al rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio, purché documentate, e ad un compenso determinato dai soci, i quali possono inoltre annualmente deliberare l'accantonamento di una somma, anche in forma di indennità assicurativa, da liquidarsi agli amministratori alla cessazione del rapporto, a titolo di indennità di fine mandato.

Agli Amministratori investiti di particolari cariche compete una specifica remunerazione, determinata dal Consiglio di Amministrazione a norma dell'art. 2389 c.c..

12.5 Decisioni dell'Organo Amministrativo

Le decisioni degli amministratori possono essere adottate con il metodo della consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto, salvo per le ipotesi di cui al quinto comma dell'art. 2475 c.c. (redazione del progetto di bilancio, di fusione e di scissione, ed aumento delegato).

12.6 Consultazione scritta

Nel caso si opti per il sistema della consultazione scritta dovrà essere redatto apposito documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto di decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione;
- l'indicazione degli amministratori consenzienti;
- l'indicazione degli amministratori contrari o astenuti, e, su richiesta degli stessi, l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;
- la sottoscrizione di tutti gli amministratori, sia consenzienti sia astenuti sia contrari.

La mancata sottoscrizione equivale a voto contrario.

12.7 Consenso espresso per iscritto

Nel caso si opti per il sistema del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento scritto dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto di discussione;
- il contenuto e le risultanze della decisione.

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti gli amministratori, i quali, entro i cinque giorni successivi, dovranno trasmettere alla società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario, ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione degli amministratori entro il termine suddetto equivale a voto contrario.

Le trasmissioni previste nel presente comma potranno avvenire con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

12.8 Maggioranza

Le decisioni degli amministratori sono prese con il voto favorevole della maggioranza dei votanti.

Si considerano votanti gli amministratori consenzienti e dissenzienti, con esclusione di quelli astenuti.

12.9 Trascrizione decisione

Le decisioni degli amministratori, adottate ai sensi del presente articolo, dovranno essere trascritte nel Libro delle decisioni degli amministratori.

12.10 Decisioni adottabili dall'Organo Amministrativo L'Organo Amministrativo può adottare:

- a) la decisione di aumento del capitale ai sensi dell'art. 2481 c.c.;
- b) la decisione di riduzione del capitale per perdite superiori al terzo, di cui all'art. 2446, ultimo comma c.c., richiamato dall'art. 2482 bis, ultimo comma c.c.;
- c) l'approvazione del progetto di fusione e di scissione.

CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE

12.11 Convocazione del Consiglio di Amministrazione

Il Consiglio di Amministrazione viene convocato, dal Presidente, con avviso ricevuto almeno tre giorni prima di quello fissato per l'adunanza, mediante lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo

allo scopo fatto pervenire agli amministratori ed ai sindaci, ove nominati, al domicilio da loro comunicato alla società (nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi similari, l'avviso deve essere spedito al numero di telefax, all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito comunicato).

Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Il Consiglio può essere convocato anche fuori della sede sociale, purché in Italia.

In difetto di tali formalità, il Consiglio è validamente costituito qualora intervengano, o siano informati della riunione, tutti gli amministratori in carica e dei sindaci effettivi, se nominati.

Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente alla riunione, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da produrre al Presidente del Consiglio e da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

12.12 Presidente del Consiglio di Amministrazione

Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, questo elegge fra i suoi membri un Presidente, se questi non è designato dai soci in occasione della nomina.

L'adunanza del Consiglio di Amministrazione è presieduta dal Presidente ovvero, in sua assenza, dal consigliere più anziano di età.

Compete al Presidente verificare la regolarità della costituzione, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, e, pertanto, l'eventuale esclusione dalla riunione dei non legittimati, regolare e dirigere lo svolgimento della discussione, accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

12.13 Quorum costitutivi e deliberativi

Il Consiglio di Amministrazione è validamente costituito con la presenza della maggioranza dei suoi membri in carica e delibera con il voto favorevole della maggioranza dei presenti; in caso di parità prevale il voto di chi presiede, purché il Consiglio sia composto da almeno tre membri.

12.14 Verbalizzazione delle delibere

Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione sono constatate da verbale sottoscritto dal Presidente e dal Segretario.

Il verbale deve essere trascritto sul libro delle decisioni degli Amministratori.

12.15 Adunanze in audiovideoconferenza

Le adunanze del Consiglio di Amministrazione possono tenersi anche in audiovideoconferenza alle medesime condizioni di cui al precedente articolo 11.9.

12.16 Comitato Esecutivo ed Amministratori Delegati

Il Consiglio di Amministrazione può deliberare la costituzione di un Comitato Esecutivo, formato da propri membri, determinandone la composizione, i compiti e le norme di funzionamento.

Il Consiglio di Amministrazione può altresì delegare, in tutto o in parte, le proprie attribuzioni ad uno o più Consiglieri Delegati, determinando i poteri, i limiti e le modalità di esercizio della delega.

Non possono essere delegate le attribuzioni di cui agli articoli 2420 ter, 2423, 2443, 2446, 2447, 2501 ter e 2506 bis c.c..

Art. 13. Organo di controllo.

Quale organo di controllo, i soci, con decisione da adottarsi a sensi del precedente art. 10, possono nominare:

- il Collegio Sindacale, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 14;
- un Revisore, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 15.

La nomina del Collegio Sindacale è obbligatoria verificandosi le condizioni poste dall'art. 2477 c.c.. Anche in questo caso il Collegio Sindacale verrà nominato ed opererà ai sensi del successivo art. 14.

Art. 14. Collegio sindacale.

14.1 L'Assemblea ordinaria nomina il Collegio Sindacale, composto da tre sindaci effettivi e da due sindaci supplenti, designandone altresì il Presidente e determinandone il compenso.

I sindaci possono essere soci e non soci, restano in carica per tre esercizi e sono rieleggibili.

La retribuzione annuale dei sindaci è determinata dall'assemblea all'atto della loro nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

14.2 Il Collegio Sindacale ha i doveri ed i poteri di cui agli artt. 2403 e 2403/bis cod. civ. ed inoltre esercita il controllo contabile; in relazione a ciò il Collegio Sindacale dovrà essere integralmente costituito da Revisori

Contabili iscritti nel Registro istituito presso il Ministero della Giustizia. Si applicano, inoltre, le disposizioni di cui agli artt. 2406 e 2407 cod. civ..

Al Collegio sindacale si applicano le disposizioni in tema di società per azioni (artt. 2397 e ss.)

14.3 Il Collegio Sindacale deve riunirsi almeno ogni novanta giorni su iniziativa di uno qualsiasi dei sindaci.

Il Collegio Sindacale è regolarmente costituito con la presenza della maggioranza dei sindaci, e delibera a maggioranza assoluta dei presenti. Il sindaco dissenziente ha diritto di iscrivere a verbale i motivi del proprio dissenso.

Le adunanze del Collegio Sindacale possono tenersi anche in audiovideoconferenza alle medesime condizioni di cui al precedente articolo 11.9.

14.4 Ogni socio può denunciare i fatti che ritiene censurabili al Collegio Sindacale, il quale deve tener conto della denuncia nella relazione annuale sul bilancio; se la denuncia è fatta da tanti soci che rappresentino un ventesimo del capitale sociale il Collegio Sindacale deve indagare senza ritardo sui fatti denunciati e presentare le sue conclusioni ed eventuali proposte all'assemblea.

Si applica la disposizione di all'art. 2409 cod. civ..

Art. 15. Revisore. In alternativa al Collegio Sindacale (salvo che nei casi di nomina obbligatoria del Collegio a sensi dell'art. 2477 c.c.) il controllo contabile della società può essere esercitato da un Revisore iscritto nel Registro istituito presso il Ministero della Giustizia.

Non può essere nominato alla carica di revisore e se nominato decade dall'incarico chi si trova nelle condizioni previste dall'art. 2399 Cod.Civ..

Il corrispettivo del revisore è determinato dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del suo ufficio.

L'incarico ha la durata di tre esercizi, con scadenza alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

L'incarico può essere revocato solo per giusta causa e con deliberazione dell'assemblea dei soci. La deliberazione di revoca deve essere approvata con decreto dal Tribunale, sentito l'interessato.

Il revisore svolge le funzioni di cui all'art. 2409-ter cod. civ.; si applica inoltre la disposizione di cui all'art. 2409-sexies cod. civ..

Art. 16. Controllo dei soci. I soci che non partecipano all'amministrazione hanno diritto di avere dagli Amministratori notizia dello svolgimento degli affari sociali e di consultare, anche a mezzo di un professionista di loro fiducia, i libri sociali ed i documenti relativi all'amministrazione.

Art. 17. Esercizio sociale - Bilanci. Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno.

Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'organo amministrativo provvede alla compilazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

Il bilancio deve essere approvato dai soci, con decisione da adottarsi entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero entro centottanta giorni qualora particolari esigenze della società lo richiedano: in quest'ultimo caso peraltro gli amministratori devono segnalare nella loro relazione (o nella nota integrativa in caso di bilancio redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione

Art. 18. Utili, Versamenti e Finanziamenti dei soci. Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

La decisione dei soci, che approva il bilancio, decide sulla distribuzione degli utili ai soci.

Possono essere distribuiti esclusivamente gli utili realmente conseguiti e risultanti dal bilancio regolarmente approvato, fatta deduzione della quota destinata alla riserva legale.

Se si verifica una perdita del capitale sociale, non può farsi luogo a distribuzione degli utili fino a che il capitale non sia reintegrato o ridotto in misura proporzionale.

Non è consentita la distribuzione di acconti su dividendi.

Nel rispetto della normativa vigente e secondo i criteri stabiliti dal Comitato Interministeriale per il Credito ed il Risparmio, la società può acquisire dai soci versamenti in conto capitale o a fondo perduto, senza obbligo di rimborso, ovvero stipulare con i soci finanziamenti, con obbligo di rimborso, infruttiferi, salvo diversa determinazione.

Art. 19. Recesso del socio.

19.1 Ipotesi di recesso

Il diritto di recesso compete:

- ai soci che non hanno consentito al cambiamento dell'oggetto o del tipo di società, alla sua fusione o scissione, al trasferimento della sede all'estero, alla revoca dello stato di liquidazione, all'eliminazione di una o più cause di recesso previste dal presente Statuto, all'introduzione o rimozione di vincoli alla circolazione delle partecipazioni;

- ai soci che non hanno consentito al compimento di operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto della società o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci;

- in tutti gli altri casi previsti dalla legge (ad esempio: artt. 2469, secondo comma, 2481 bis, primo comma, 2473, secondo comma, 2497 quater, 2500 ter, primo comma c.c.) o dal presente Statuto.

19.2 Esercizio del diritto di recesso

L'intenzione del socio di esercitare il diritto di recesso, nei casi previsti al precedente art. 19.1, dovrà essere spedita all'Organo Amministrativo mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento entro quindici giorni dall'iscrizione

nel registro delle Imprese della delibera che legittima il diritto di recesso; se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscrivere al Registro Imprese, esso è esercitato entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Il diritto di recesso può essere esercitato solo per l'intera partecipazione. La partecipazione per la quale è esercitato il diritto di recesso non può essere ceduta.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se la società revoca la delibera e/o la decisione che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della società.

La lettera raccomandata di cui sopra dovrà indicare le generalità del socio recedente, il suo domicilio, nonché l'ammontare della partecipazione di cui è titolare.

19.3 Rimborso

I soci che recedono dalla società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione al patrimonio sociale. Esso a tal fine è determinato dagli amministratori tenendo conto del suo valore di mercato al momento della dichiarazione di recesso (eventualmente ed in particolare tenendo conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie); in caso di disaccordo la determinazione è compiuta tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale del luogo in cui ha sede la società, su istanza della parte più diligente; si applica in tal caso il primo comma dell'articolo 1349 cod. civ..

Il rimborso delle partecipazioni per cui è stato esercitato il diritto di recesso deve essere eseguito entro sei mesi dalla comunicazione del medesimo fatta alla società.

Esso può avvenire anche mediante acquisto da parte degli altri soci proporzionalmente alle loro partecipazioni oppure da parte di un terzo concordemente individuato da soci medesimi. Qualora ciò non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili. In tal caso la partecipazione del socio receduto si accrescerà proporzionalmente alle partecipazioni degli altri soci.

In mancanza di riserve disponibili, andrà ridotto in misura corrispondente il capitale sociale; in quest'ultimo caso si applica l'articolo 2482 cod. civ..

Tuttavia, se, a seguito del rimborso della quota del socio receduto, il capitale si dovesse ridurre al di sotto del minimo legale, tutti i soci superstiti dovranno provvedere, in proporzione alle rispettive quote di partecipazione, ai conferimenti necessari, al fine di ricostituire il capitale, ovvero dovranno provvedere alla trasformazione o allo scioglimento della società.

Art. 20. Esclusione del socio.

20.1 Ipotesi di esclusione

L'esclusione del socio, oltre che nel caso indicato nell'art. 2466, terzo comma, c.c., può aver luogo:

- in caso di sua interdizione, inabilitazione o fallimento;
- in caso di condanna, con sentenza passata in giudicato, ad una pena che comporti l'interdizione anche temporanea dai pubblici uffici;
- nel caso in cui, senza il consenso scritto degli altri soci, eserciti per conto proprio o altrui un'attività concorrente con quella della società, sia direttamente, sia tramite interposta persona;
- in caso di socio che, a titolo di conferimento, si sia obbligato alla prestazione d'opera o di servizi a favore della società, qualora non sia più in grado di prestare l'opera o i servizi oggetto di conferimento.

20.2 Procedimento di esclusione

L'esclusione deve essere approvata dai soci con apposita delibera da adottarsi esclusivamente con il metodo assembleare di cui all'art 11. Per la valida costituzione dell'assemblea e per il calcolo della maggioranza richiesta non si tiene conto della partecipazione del socio della cui esclusione si tratta.

La delibera di esclusione deve essere comunicata con raccomandata con ricevuta di ritorno al socio escluso e l'esclusione avrà effetto decorsi trenta giorni dalla comunicazione suddetta.

Il socio escluso ha diritto alla liquidazione della sua partecipazione; al riguardo si applicano le disposizioni del precedente art. 19.3, in tema di rimborso della partecipazione del socio recedente, esclusa la possibilità del rimborso della partecipazione mediante riduzione del capitale sociale.

Art. 21. Scioglimento e Liquidazione. Lo scioglimento anticipato volontario della società è deliberato dall'Assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

In tal caso nonché verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'art. 2484 c.c., ovvero da altre disposizioni di legge o del presente Statuto, l'Assemblea con apposita deliberazione da adottarsi sempre con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto, dispone:

- il numero dei liquidatori e le regole di funzionamento del collegio in caso di pluralità di liquidatori;
- la nomina dei liquidatori, con indicazione di quelli cui spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;

- i poteri dei liquidatori, con particolare riguardo alla cessione dell'azienda sociale, di rami di essa, ovvero anche di singoli beni o diritti, o blocchi di essi; gli atti necessari per la conservazione del valore dell'impresa, ivi compreso il suo esercizio provvisorio, anche di singoli rami, in funzione del miglior realizzo.

In mancanza di alcuna disposizione in ordine ai poteri dei liquidatori si applica la disposizione dell'art. 2489 c.c. e, pertanto, i liquidatori potranno compiere tutti gli atti utili per la liquidazione della società.

La società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, occorrendo previa eliminazione della causa di scioglimento, con deliberazione dell'assemblea presa con le maggioranze richieste per le modificazioni del presente Statuto. Al socio dissenziente spetta il diritto di recesso. Per gli effetti della revoca si applica l'art. 2487 ter cod. civ.

Le disposizioni sulle decisioni dei soci, sulle assemblee e sugli organi amministrativi e di controllo si applicano, in quanto compatibili, anche durante la liquidazione.

Si applicano tutte le altre disposizioni di cui al capo VIII Libro V del Codice Civile (artt. 2484 e ss.)

Art. 22. Titoli di debito. La società può emettere titoli di debito.

L'emissione dei titoli di debito è deliberata dall'assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

La relativa delibera assembleare andrà verbalizzata da notaio, con conseguente applicazione dell'art. 2436 c.c..

La società può emettere titoli di debito per somma complessivamente non eccedente il capitale sociale, la riserva legale e le riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

I titoli emessi ai sensi del presente articolo possono essere sottoscritti soltanto da investitori qualificati. In caso di successiva circolazione, chi li ha sottoscritti risponde della solvenza della società nei confronti degli acquirenti che non siano investitori professionali ovvero soci della società medesima.

La delibera di emissione dei titoli deve prevedere le condizioni del prestito e le modalità del rimborso e deve essere iscritta a cura degli amministratori presso il registro delle imprese. Può altresì prevedere che, previo consenso della maggioranza dei possessori dei titoli, la società possa modificare tali condizioni e modalità.

Art. 23. Clausola di rinvio. Per quanto non espressamente previsto nel presente statuto, si osservano le norme di legge in materia.

Neuvième résolution

L'assemblée décide d'accorder tous pouvoirs généralement quelconques à Monsieur Gastone COLLEONI, prénommé, avec tous pouvoirs de substitution et de délégation, à l'effet d'accomplir individuellement toutes les formalités administratives prévues par la loi italienne et nécessaires à l'inscription de la société à Vérone, de signer tous actes et documents y afférents et de faire toutes les démarches, réquisitions, déclarations et délégations y relatives.

Dixième résolution

Les résolutions ci-dessus sont prises sous la condition suspensive de l'inscription de la Société par les autorités italiennes compétentes.

Tous pouvoirs sont conférés à Madame Luisella MORESCHI, licenciée en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg, pour faire constater pardevant notaire la réalisation de la condition suspensive.

Onzième résolution

L'assemblée décide que tous les documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg seront conservés pendant un période de cinq ans à l'ancien siège de la société.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: F. VIGNERON, S. WOLTER-SCHIERES, K. ROTI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 décembre 2010. Relation: LAC/2010/54075. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 14 décembre 2010.

Référence de publication: 2010170143/669.

(100197310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Ocean Sky S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 85.882.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Référence de publication: 2011003324/10.

(110002760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Partners Group Global Infrastructure 2009 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 146.206.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2011.

Référence de publication: 2011003339/11.

(110002547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Ocean Sky S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 85.882.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Référence de publication: 2011003325/10.

(110002814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Orlide S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 150.032.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003327/9.

(110003267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Cordatus Recovery Partners II Investment S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 145.531.

Les comptes annuels au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait au Luxembourg, le 11 janvier 2011.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011007077/14.

(110006579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2011.

Patron Hansa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 16, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 102.591.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003328/9.

(110002733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Patron Phoenix Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 133.931.

Les comptes annuels au 31/2/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011003329/10.

(110002716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Primafina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 121.092.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Primafina S.A.**Un mandataire*

Référence de publication: 2011003347/11.

(110002447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

RCP (Lux) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 120.148.

Les comptes annuels au 30 avril 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour RCP (Lux) Holdings S.à r.l.**Un mandataire*

Référence de publication: 2011003362/12.

(110003245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

**G-Six-G, SA SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. G-Six-G SAH).**

Siège social: L-9647 Doncols, 36, Bohey.

R.C.S. Luxembourg B 92.087.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 7 janvier 2011.

Pour la société

Anja HOLTZ

Le notaire

Référence de publication: 2011007056/14.

(110005531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

Paolett Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 128.248.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003334/9.

(110003268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Romy & Guy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, 38, avenue Gordon Smith.

R.C.S. Luxembourg B 25.689.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011003375/14.

(110002498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Parkett Dier G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6617 Wasserbillig, 64, route d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 118.743.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Référence de publication: 2011003335/10.

(110003128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Parkett Dier G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6617 Wasserbillig, 64, route d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 118.743.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Référence de publication: 2011003336/10.

(110003209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

E.T.G. Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 139.797.

Statuts coordonnés suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 10 novembre 2010, acte n°496 par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Jacques DELVAUX

Notaire

Référence de publication: 2011007063/14.

(110006390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2011.

Pats S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 78.724.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003344/9.

(110003269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Puno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 61.277.

Les comptes annuels au 15 novembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003351/9.

(110002507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Cordatus Recovery Partners II S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 145.530.

Les comptes annuels au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait au Luxembourg, le 11 janvier 2011.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011007078/14.

(110006578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2011.

Quadrige S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 120.995.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011003353/9.

(110003270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.

R&R Ice Cream S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.452.652,50.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 53, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 153.019.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2011.

Référence de publication: 2011003354/11.

(110002553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.
